

AVRIL
2024
N° 008

Mada Vert



MAGAZINE SEMESTRIEL DU MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

LANCEMENT OFFICIELLE DE LA CAMPAGNE DE REBOISEMENT

P6

2023-2024



CENTRE NATIONAL DE FORMATION, D'ÉTUDES ET DE RECHERCHE EN ENVIRONNEMENT ET FORÊT (CNFEREF)



Le CNFEREF gère des sites à Kirindy et à Morondava, comprenant des infrastructures telles qu'une pépinière, un atelier bois et un complexe de formation. Actuellement, il se concentre sur la recherche et la formation dans le but de gérer des Aires Protégées Ecoles pour promouvoir la cohabitation entre l'environnement et le développement durable. Ses missions incluent le renforcement des capacités dans le domaine de l'environnement et de la foresterie, la préparation des jeunes à l'emploi, la réponse aux besoins des collectivités locales en ressources humaines qualifiées ainsi que la conservation de la forêt de Kirindy.



CONSERVATION DE KIRINDY FOREST :

Maintenir l'intégrité de la concession forestière de Kirindy, un noyau de la NAP Menabe Antimena sur 12 500 ha.

- Pépinière pour espèces autochtones
- Reboisement
- Valorisation des ressources.

FORMATION DE QUALITÉ :

Offrir des formations de qualité, source de revenu pérenne.

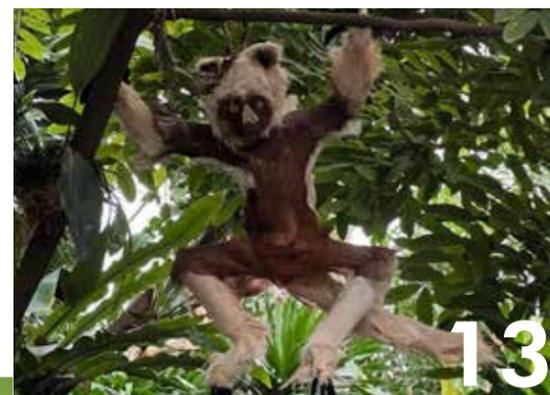
- Formation interne du personnel et des étudiants
- Échanges avec chercheurs nationaux et internationaux
- Formations des autorités locales et des partenaires.

ÉTUDES ET RECHERCHES :

Promotion des activités de recherche pour assurer la conservation des ressources et pérenniser l'écotourisme.

- Obligations de publication des résultats
- Valorisation des données scientifiques

Sommaire



13



28



15

6 - Lancement officielle de la campagne de reboisement 2023-2024

7 - Les axes stratégiques du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable

8 - VISITE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AFD
« Madagascar peut choisir sa trajectoire de développement » dit le MEDD

10 - COOPÉRATION INTERNATIONALE
Le MEDD accueilli au CCI à Genève

11 - CNFTF ANGAVOKELY
Lancement de la formation continue

12 - PARTICIPATION DE MADAGASCAR AU COP 28
C'est un outil que Madagascar doit se servir

13 - ORCHID FESTIVAL 2024
Madagascar représenté par le MEDD

13 - DOTATION EN MATÉRIEL DES VOI ET SUIVI DES FORÊTS AVEC L'UTILISATION DES DRONES

14 - PROTECTION ET PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT
Les nouvelles technologies deviennent incontournable

15 - TRI ET RECYCLAGE DES DÉCHETS

16 - APRÈS VAKINANAKARATRA, UNE DESCENTE DANS LA RÉGION AMORON' I MANIA A ÉTÉ EFFECTUÉE (6 AVRIL)

16 - ENTRETIEN DES PLANTS DANS LE DOMAINE FORESTIER NATIONAL ANDEMPOMBE

16 - ONE

17 - CGHV

Nous mettons le cap vers la transition énergétique verte avec Volobe amont

18 - RIO TINTO

Vision et perspectives post-COP28 de Rio Tinto

20 - FAPBM

Nos aires protégées sont vitales pour notre développement

22 - SAGE

La conservation pour le développement local

24 - RINDRA

Un symbole de renforcement institutionnel pour la protection de l'environnement à Madagascar

25 - AFAFI NORD

Préservation des mangroves dans la région d'Analanjirifo

26 - AFAFI CENTRE

Une solution durable pour la restauration des terres

27 - AFAFI SUD

Actions test sur les techniques innovantes en Biocharbon pour les régions Androy et Anosy

28 - KOBABY

Pour une plus grande reconnaissance des communautés riveraines aux aires protégées dans le rôle de co-gestionnaires des ressources naturelles et de la biodiversité



EDITION MADAWORK

Directeur de Publication : MEDD

Rédaction : MEDD / Luciano RAZAFIMAHEFA

Infographiste : Johan RAKOTOZAFY

Régie Publicitaire : Rina RAKOTOARIMALALA /MADAWORK

Collaborations & Crédits photos :

MEDD- MNP

MADAVERT est une publication de la Société **MADAWORK**. Parution Avril 2024 - Dépôt légal à la parution - ISSN en cours. MADAVERT est une marque déposée auprès de l'OMAPI. 2.500 ex. La reproduction des illustrations et/ou articles parus dans ce Magazine MADAVERT est strictement interdite.

Contact : 034 39 111 55 / madawork6@gmail.com

30 - DREDD DIANA

Les Actions de la DREDD DIANA au Premier Trimestre 2024

31 - MNP

Restauration forestière des dernières forêts des hauts plateaux

32 - PA-CIWT

Gestion durable des aires de conservation et amélioration des moyens de subsistances pour lutter contre le trafic d'espèces sauvages

34 - WWT

Projet BIOPAMA, mis en œuvre par the Wildfowl & Wetlands Trust

36 - CONSERVATION INTERNATIONNAL

Les résultats des efforts de plus en plus palpables

37 - TANY MEVA

Plan Stratégique Tany Meva 5



cfpfmva20051@yahoo.fr



+261 32 40 165 89



CNFEREF BP 117 Tsimahavaobe
Morondava Madagascar



**Intégrité
Relève
Professionalisme
Redevabilité Sociale**

Une entreprise de production forestière rentable et durable, modèle répliquable dans tout Madagascar surtout face au défi national de reboiser annuellement de nouveaux 40 000Ha de reboisement.



Pépinière



Paulownia



Bambou



Pin



**Eucalyptus
Hybride**



MOT DU MINISTRE

Chers partenaires, collaborateurs et amis de l'environnement,

Depuis que j'ai eu l'honneur de prendre la direction du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable de Madagascar, j'ai parcouru notre pays pour rencontrer personnellement nos communautés dans 11 régions différentes. Ces visites d'initiatives et échanges ont été source d'inspiration et m'ont confirmé la nécessité d'un ministère qui soit un catalyseur de développement durable, plutôt qu'un obstacle. Notre ministère est résolu à stimuler l'économie de manière inclusive tout en préservant nos ressources naturelles, en intégrant la durabilité à tous les niveaux de décision.

Loin de l'image d'un ministère anti-économique ou exclusivement consacré au reboisement, nous nous positionnons comme un pilier du développement durable de Madagascar. Nous poussons l'intersectorialité et valorisons chaque contribution des secteurs public et privé, des ONG, de la société civile et des partenaires internationaux, car chaque action nous rapproche de notre objectif commun.

Dans cette ère de défis mondiaux, où la corruption et les trafics illicites menacent nos efforts, je réaffirme notre plus fort engagement pour une tolérance zéro. Ces fléaux, qui sapent l'intégrité de notre travail ne trouveront aucune place dans notre vision d'un Madagascar prospère et juste. La protection de notre patrimoine naturel est essentielle non seulement pour préserver l'environnement mais aussi pour maintenir l'équilibre écologique vital à notre survie.

Le gouvernement Malagasy fait de nombreux efforts pour atteindre cette vision et notre plan stratégique découle de la Politique Générale de l'Etat. Cela assure la cohérence de nos actions avec les objectifs nationaux à long-terme. Toutefois, ce défi climatique est certainement le plus grand de notre génération et Madagascar compte sur le développement de partenariats stratégiques et un renouveau de son positionnement sur la scène internationale comme étant un acteur majeur de la lutte contre le changement climatique et la protection de l'environnement.

Nous nous engageons sur des mécanismes de financement innovants, complémentaires, pour soutenir efficacement nos projets environnementaux. Simultanément, nous lançons des



Monsieur Max Andonirina FONTAINE

Ministre de l'Environnement
et du Développement Durable

initiatives robustes et impactantes pour lutter contre la pollution et le changement climatique (gestion des déchets, mobilité électrique, chaînes de valeurs inclusives, biodiversité etc). Au cœur de notre stratégie se trouve le renforcement en cours de notre gouvernance pour garantir une transparence totale et une efficacité accrue dans toutes nos opérations. Enfin, il est primordial de renforcer l'éducation, la sensibilisation, et la recherche, piliers essentiels pour accroître la conscience environnementale et stimuler l'innovation durable.

Ces trois premiers mois de rencontres et de dialogues avec vous tous, d'ici et d'ailleurs, m'ont convaincu de la force de notre engagement collectif. Ensemble, avec détermination et esprit de coopération, nous pouvons faire de Madagascar un exemple de réussite en matière de développement durable.

Je ne saurai vous remercier de vous joindre à nous dans cet effort vital. Ensemble, défendons notre vision du développement inclusif et durable de Madagascar.

**SIEGE SOCIAL
ANTSIRINALA**

BP : 66 - Moramanga (514)
Tél.: +(261) 32 05 417 64
E-mail : vente.fanalamanga@gmail.com

**BUREAU ANNEXE
NANISANA**

BP : 4127 - Antananarivo (101)
Tél.: +(261) 32 44 607 06
E-mail : annexe@fanalamanga.mg

Lancement officielle de la campagne de reboisement 2023-2024

La préservation de la couverture forestière de Madagascar constitue un défi majeur, c'est pourquoi il est impératif que chaque citoyen malagasy participe activement au processus de reboisement afin d'atteindre l'objectif crucial de reverdir Madagascar. »

Le lancement officiel de la campagne de reboisement 2023-2024 a eu lieu le vendredi 26 janvier 2024 à Tanamasoandro, Imerintsiasosika. Une initiative placée sous le haut patronage de Son Excellence Monsieur Andry Rajoelina, Président de la République de Madagascar, et vise à reverdir massivement le pays.

Sur une superficie de 20 hectares à Tanamasoandro - Imerintsiasosika, 18 000 plants ont été mis en terre, parmi lesquels des Mantaly, Likidambar, Flamboyant, Jacaranda et Frênes. Ces arbres embelliront prochainement le paysage de la nouvelle ville de Tanamasoandro et contribueront à créer un environnement plus sain et agréable pour tous. Dans son allocution, le Président de la République a réitéré l'engagement prioritaire de son gouvernement en faveur de la protection de l'environnement. "Le reverdissement de Madagascar représente un défi majeur auquel chaque Malagasy doit participer", a-t-il affirmé. Il est en effet impératif que les citoyens plantent des

arbres, restaurent l'environnement et concrétisent les idéaux établis. C'est un devoir envers la patrie et envers notre environnement.

Le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable, Monsieur Max Andonirina Fontaine, a insisté sur l'importance cruciale du suivi et de l'entretien des arbres plantés. Il a souligné que « pour parvenir au reverdissement de Madagascar, il est impératif non seulement de planter des arbres mais également d'en assurer le suivi et la maintenance ». L'appel à la mobilisation nationale a été largement entendu avec une réponse positive de membres du gouvernement, de fonctionnaires, de représentants du secteur privé, de particuliers, d'étudiants et de membres d'organisations diverses lors de ce lancement officiel.

Cette campagne nationale de reboisement symbolise un message d'espoir pour l'avenir de Madagascar. Elle met en lumière la détermination du peuple malagasy à s'engager pleinement dans la protection environnementale en vue d'un avenir meilleur.



Les axes stratégiques du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable

Les grandes lignes du programme du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) découlent de la Politique Générale de l'État basé sur trois grands piliers, à savoir le capital humain, l'industrie et la bonne gouvernance. Le premier pilier concerne l'économie durable et solidaire, se traduisant par des incitations économiques visant les activités à fort impact, notamment la promotion de l'économie verte et bleue ainsi que l'évaluation des répercussions des investissements sur le changement climatique.

Le deuxième pilier porte sur le financement durable, impliquant la recherche de mécanismes de financement novateurs afin de compléter les dispositifs déjà en place.

Quant au troisième pilier, il se concentre sur la lutte contre la pollution et le changement climatique. Pour le premier trimestre 2024, le ministère prévoit d'opérationnaliser un centre de tri des déchets, avec pour ambition d'en ouvrir davantage dans différentes régions de Madagascar au cours de cette année. En collaboration avec des partenaires tels que la Banque mondiale, le MEDD envisage également de renforcer les initiatives REDD+. Les actions telles que la reforestation, la préservation des paysages forestiers ainsi que l'extension des aires marines protégées sont des aspects incontournables du portefeuille d'activités du Ministère. Dans cette perspective, il est prévu d'améliorer les situations existantes concernant les aires protégées, d'en établir de nouvelles et d'encourager une culture axée sur les résultats dans les projets environnementaux.

Dans le cadre de la diplomatie environnementale et des partenariats, l'objectif est de positionner Madagascar en tant que leader sur la scène internationale dans la lutte contre le changement climatique.



Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable aspire à être un moteur pour promouvoir une administration plus respectueuse de l'environnement et plus responsable. L'intersectorialité concerne non seulement l'administration, mais également d'autres entités. Peu importe le secteur d'activité - qu'il s'agisse de l'agriculture, de l'énergie, des transports, des bâtiments ou des infrastructures - le secteur privé a également un rôle crucial à jouer dans la durabilité de ces modèles économiques. Les agences des Nations Unies travaillent, à leur échelle, de manière transversale et horizontale pour atteindre ces objectifs.



Visite du directeur général de l'AFD « Madagascar peut choisir sa trajectoire de développement » dixit le MEDD

Dans le cadre de la visite du directeur général de l'AFD, Remy Rioux, à Madagascar (du 29 février au 2 mars 2024), la biodiversité et la préservation de l'environnement ont été les sujets principaux des discussions. Une conférence intitulée "Biodiversité et développement : l'agenda des solutions" a été tenue à l'Université d'Antananarivo. Des enseignants, des acteurs de la protection de l'environnement et le ministre en charge ont participé aux débats. Certains ont exprimé des alertes, tandis que d'autres ont proposé des solutions.



"Madagascar se classe troisième parmi les hotspots de biodiversité en danger", souligne le Professeur Fano Andriamahefazafy, doyen de la Faculté d'Économie, de Gestion et de Sociologie de l'Université d'Antananarivo.

"La Grande île perd 100 000 hectares de forêt chaque année. Elle a déjà perdu 44% de sa couverture forestière. Parmi les 25 primates les plus menacés, un quart se trouvent à Madagascar (...) et 44 % des plantes endémiques malgaches sont menacées d'extinction", met en garde Anjatiana Radoharinirina, représentant l'Alliance Aika.

Selon le ministre de l'environnement, la méthode optimale de restauration et de préservation demeure la régénération naturelle. Il explique que "la restauration entièrement réalisée par nos soins ne saurait égaler l'impact que la nature peut générer par elle-même". Il souligne également que ce sont les agriculteurs qui subissent le plus les effets du changement climatique. Ainsi, il est impératif d'assurer une distribution rapide des importants financements à leur intention, en minimisant les étapes intermédiaires entre les fonds alloués et les bénéficiaires. Le ministère ajoute : "80% des Malagasy dépendent quotidiennement des ressources naturelles, notamment du charbon de bois. Il est impératif d'inverser cette tendance : le taux de reboisement doit surpasser celui de déforestation (...)."

Au premier rang du département, il est suggéré de considérer deux possibilités pour favoriser le développement : l'industrialisation et l'adoption de systèmes agricoles résilients. « (...) Il est envisageable de se nourrir à travers une agriculture intensive et une utilisation d'énergies fossiles. Sans conteste, l'agriculture intensive aura un impact sur nos sols et les énergies fossiles pollueront notre air, nos

terres et nos eaux. Toutefois, il est possible d'atteindre un niveau de développement permettant de rattraper les pays les plus avancés », souligne-t-il. « Nous avons la capacité de produire au moyen de systèmes agricoles résilients face aux effets du changement climatique, pouvant être reproduits à l'échelle nationale à Madagascar. En ce qui concerne les énergies renouvelables, nous savons qu'il existe des solutions telles que les barrages hydroélectriques ou les réseaux solaires. Les projets d'éoliennes sont également envisageables. Madagascar a le pouvoir de choisir sa voie en matière de développement », avance le ministre.

Max Andonirina Fontaine prône l'entrepreneuriat social comme étant l'une des solutions incontournables. Ce concept gagne progressivement du terrain à Madagascar. « L'entrepreneuriat social ne dépend pas des cycles projetés ; il est moins soumis aux faits macroéconomiques et crée son propre marché, local ou international », explique-t-il.

Enfin, le MEDD a mis en avant les "crédits carbone" ou "crédits biodiversité" comme des pistes viables. Les crédits plastiques sont également mentionnés mais ces mécanismes reposent tous sur des résultats concrets.



Ecotourisme

6% du PIB

66USD/ha : contribution moyenne d'une aire protégée à l'économie

770 millions USD de revenu en 2019

70% des touristes visitent au moins une aire protégée



Dépendance aux ressources naturelles

80% de la population dépendent des ressources naturelles pour leur subsistance (Agriculture, pêche, foresterie, médecine traditionnelle)

Plus de 70% des protéines proviennent de la pêche ou de l'agriculture



Emploi et sécurité alimentaire

Les aires protégées et l'écotourisme emploient 200.000 personnes

500.000 personnes tirent leur subsistance de la pêche communautaire

Les aires protégées participent au développement des communes



Culture et identité

La faune et la flore sont au cœur de la culture et d'identité malgache et dans les traditions et le bien-être des communautés

Les atouts de Madagascar selon le Pr Fano Andriamahefazafy

MADAGASCAR, C'EST :

- 0.1% de la surface planétaire.
- 0.4% de terre émergée mais on y trouve à Madagascar, 5% des espèces connues sur terre.
- 200.000 espèces endémiques et un taux d'endémisme situé autour des 90%.
- On retrouve 150 espèces de caméléons n'existant qu'à Madagascar sur les 202 existantes.
- 6 espèces de baobabs n'existent à Madagascar sur les 9 espèces existantes.
- 112 espèces de primates, tous endémiques.
- 417 espèces de reptiles dont 98% endémiques. 341 espèces d'amphibiens, tous endémiques.
- 110 espèces d'oiseaux dont 4 familles endémiques. 11 698 espèces de plantes identifiées dont 80% endémiques.
- 340.000 hectares de mangroves.
- Les espèces marines : 9 palétuviers, 267 éponges, 1798 poissons de mer et 34

Coopération internationale

Le MEDD accueilli au CCI à Genève

Monsieur Max Andonirina Fontaine, Ministre de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), a été reçu au siège du Centre du Commerce International (CCI) le 22 mars 2024 à Genève, en Suisse. Son accueil a été orchestré par Madame Aissatou Diallo, Chief Africa Officer, ainsi que par d'autres directeurs éminents de cette institution internationale.



en matière de commerce durable, d'assistance technique et de stratégies de développement économique respectueuses de l'environnement.

Ce partenariat revêt une importance cruciale pour renforcer la compétitivité des entreprises malagasy sur la scène internationale et pour soutenir notre engagement envers le développement du capital humain, l'industrialisation et une gouvernance efficace, lesquels constituent les piliers de notre Politique Générale de l'État. Ces efforts s'inscrivent pleinement dans le cadre de notre premier axe stratégique, axé sur une économie durable et une société responsable, tel que défini dans les Grandes Lignes stratégiques du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable.



L'objectif principal de cette visite officielle était d'évaluer la manière dont le Centre du Commerce International pourrait apporter son soutien à Madagascar et contribuer aux programmes en cours dans la Grande Île. Cela concerne particulièrement les chaînes de valeur liées à l'économie verte et inclusive, ainsi que l'adaptation de l'économie nationale aux normes internationales telles que l'interdiction d'exporter des produits issus de la déforestation vers l'Union Européenne. Des thématiques telles que l'économie circulaire, le renforcement des compétences des jeunes, ainsi que le recyclage et la valorisation des déchets dans l'industrie textile à Madagascar ont également été abordées au cours des échanges.

Cette visite revêt une importance capitale car elle offre une opportunité précieuse pour discuter des initiatives visant à stimuler et renforcer la coopération entre le CCI et Madagascar. La coopération entre Madagascar et le CCI revêt une importance stratégique de premier plan pour le gouvernement malagasy. Elle ouvre la voie à un accès privilégié à une expertise mondiale

CNFTF Angavokely

Lancement de la formation continue

À Madagascar, on compte 1 agent forestier pour 200.000 hectares, contre 145 agents forestiers pour 120.000 hectares à La Réunion. La démarche adoptée par le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) consiste en la reconversion de certains fonctionnaires en protecteurs des forêts qui seront ensuite déployés sur l'ensemble de l'île.

Le 12 mars 2024, le Ministère de l'Environnement et du Développement a accueilli officiellement 30 employés pour une session de formation continue en qualité de techniciens forestiers au sein du Centre National de Formation des Techniciens Forestiers (CNFTF) Angavokely. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie ministérielle visant à renforcer les compétences en gestion des ressources naturelles, conforme aux trois axes directeurs du Président de la République.

Le Ministre Max Andonirina Fontaine a souligné l'importance cruciale de cette formation continue afin d'accroître le nombre d'intervenants engagés dans la préservation environnementale. Les 30 participants, déjà en poste au sein du MEDD, ont été sélectionnés sans passer par le processus classique de recrutement établi pour l'année 2023. Le CNFTF et ses partenaires s'unissent dans un engagement ferme pour former des "gardes forestiers"

qui se dévoueront à la protection et à la gestion durable des ressources naturelles.

La première série de formations, d'une durée de 18 mois, entraînera également le recrutement de 30 étudiants supplémentaires pour soutenir les participants. La diversification des compétences au sein de cette première promotion renforcera les effectifs dédiés à la préservation des forêts. Le programme de formation, qui débutera à Soanala – Ambatobe, contribuera à combler les besoins régionaux en matière de gestion forestière. Le Ministre a exprimé sa confiance dans la détermination affichée par la première promotion, leur souhaitant succès et épanouissement dans leur future mission de protection des ressources naturelles uniques de la région. Ainsi, la première promotion du programme "Formation Continue" au CNFTF est officiellement lancée pour l'année 2024-2025.



Du 04 au 08 avril 2024,

une mission officielle menée par le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable, Monsieur Max Andonirina Fontaine, s'est déroulée dans les régions de Vakinankaratra, Amoron'i Mania et Haute Matsiatra.

L'aspect primordial du capital humain a été mis en avant tout au long de cette tournée sur la Route Nationale 7. Pour la région de Vakinankaratra (visité le 04 avril), un accord de partenariat a été conclu entre la Direction Régionale de l'Environnement et du Développement Durable de Vakinankaratra et l'ONG Cœur des Forêts. Ce partenariat vise à promouvoir l'agroécologie et à distribuer des alevins pour développer la pisciculture au profit des Voix d'Intérêt qui gèrent la station forestière à Antsampandrano (commune rurale d'Ambohibary). « Ce type d'initiative (la pisciculture) mérite un soutien accru car elle représente une source de revenus pour les Voix d'Intérêt, qui méritent pleinement notre appui », a souligné le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable.



Participation de Madagascar au COP 28

C'est un outil que Madagascar doit se servir



Le 01 février 2024, s'est tenu au Carlton Anosy un atelier de restitution de la participation de Madagascar à la COP28. Cet événement a été organisé sous l'égide du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et de la Friedrich-Ebert-Stiftung Madagascar (FES). Ce sommet a débuté par le Sommet mondial sur l'action pour le climat, réunissant 150 chefs d'État et de gouvernement. Il a également été marqué par l'adoption de la décision sur le premier bilan mondial, communément appelé « Global Stocktake », conformément aux dispositions de l'Accord de Paris dont l'élaboration a débuté en 2023. Il convient de souligner que c'était la première fois que Madagascar disposait d'un pavillon à la COP.

« La COP constitue notre principal instrument pour rassembler tous les décideurs et acteurs autour d'une même table, afin de discuter du changement climatique. Ainsi, il ne faut pas attendre que la COP résolve tous les problèmes à Madagascar. Il s'agit plutôt d'un outil qu'il convient d'utiliser pleinement (...) », a affirmé le ministre de l'environnement et du développement durable. Celui-ci a également mentionné qu'il est désormais primordial de commencer à préparer le prochain sommet COP qui se tiendra en Azerbaïdjan, permettant ainsi au pays de jouer un rôle plus actif en tant que contributeur aux solutions environnementales. Fonds pour les Pertes et Dommages.

Fonds pour les Pertes et Dommages

Le "Fonds pour les Pertes et Dommages" est un concept étroitement lié aux enjeux du changement climatique, s'inscrivant dans les débats concernant l'adaptation et l'atténuation. Ce fonds représente un mécanisme financier ayant pour objectif d'assister les nations les plus vulnérables à surmonter les dommages et pertes irréversibles occasionnés par les effets du changement climatique, incluant des phénomènes tels que des événements météorologiques extrêmes, la montée du niveau de la mer, ainsi que d'autres manifestations connexes.

« Ce fonds est principalement destiné aux pays exposés à une vulnérabilité accrue face aux bouleversements climatiques et disposant d'une capacité de résilience limitée. Madagascar se positionne favorablement pour bénéficier de ce mécanisme. Il convient de souligner que les négociations se poursuivent lors de chaque Conférence des Parties (COP) annuelle. Cela représente un travail conséquent » ajoute le Ministère de l'Environnement

et du Développement Durable (MEDD). « Le gouvernement doit manifester sa détermination à faire face aux défis posés par le changement climatique » poursuit-il.

Ce fonds vise à fournir un appui financier en vue de la reconstruction après des catastrophes climatiques, tout en aidant les communautés à s'adapter aux modifications climatiques déjà survenues et qui persisteront malgré les efforts d'atténuation entrepris. L'idée sous-jacente est que les pays industrialisés, historiquement responsables des émissions de gaz à effet de serre, contribuent financièrement à ce fonds afin d'aider les nations moins développées à faire face aux répercussions du changement climatique.

Le " Fonds pour les Pertes et Dommages " a été intégré dans les négociations internationales sur le climat, notamment lors des Conférences des Parties (COP) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).



Orchid Festival 2024

Madagascar représenté par le MEDD



Le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), Max Andonirina Fontaine, était en déplacement à Londres, en marge de l'Orchid Festival 2024 qui se tient au Royal Botanic Gardens Kew.



« Madagascar perd 100 000 hectares de forêts chaque année. Au cours des cinquante dernières années, nous avons perdu 44 % de nos couvertures forestières. » poursuit le Ministre.

Dans le cadre prestigieux du festival des orchidées, le mercredi 07 février 2024, le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable a eu l'honneur de participer à une séance de travail bilatérale avec Madame Rebecca Pow, Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et des Affaires Rurales du Royaume-Uni. Plusieurs sujets d'intérêt ont été abordés lors de cette rencontre, mettant en avant les collaborations entre Madagascar et le Royaume-Uni ainsi que les perspectives visant à renforcer la lutte contre le changement climatique dans la Grande Île. De plus, le Royaume-Uni a réaffirmé sa ferme intention d'apporter son soutien à Madagascar. Il convient également de souligner la précieuse contribution des Ambassades respectives à Madagascar et au Royaume-Uni dans l'organisation de cette visite fructueuse. Par ailleurs, le Ministre a exposé les orientations stratégiques du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, alignées sur la Politique Générale de l'État et les trois piliers (capital humain, industrialisation et bonne gouvernance) définis par le Président de la République de Madagascar pour ce second mandat.

Pour cette 28e édition, la biodiversité de Madagascar a été mise en avant lors d'un événement d'une durée d'un mois (du 3 février au 3 mars 2024). Le Royal Botanic Garden Kew, reconnu mondialement comme étant le plus magnifique et diversifié des jardins botaniques, a accueilli plus de 30 000 espèces végétales sur une superficie de 121 hectares. Le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable, Max Andonirina Fontaine a effectué une visite des expositions ainsi que des infrastructures scientifiques du jardin, et a eu l'opportunité de rencontrer les équipes d'experts présentes sur place. Il s'est entretenu avec les responsables des Kew Gardens afin de renforcer les collaborations déjà existantes à Madagascar.

« L'organisation de cet événement culturel consolide les liens et l'amitié qui unissent nos deux nations. Le Royaume-Uni est le premier pays avec lequel Madagascar a instauré des relations diplomatiques. Il demeure par conséquent l'un de nos principaux partenaires dans la préservation de la biodiversité, la lutte contre les changements climatiques et le renforcement de la résilience au sein des communautés locales », souligne Max Andonirina Fontaine lors de son discours prononcé lors de la cérémonie officielle d'ouverture, en présence de membres internationaux londoniens, du monde scientifique ainsi que de la diaspora malagasy. « Les problèmes liés aux changements climatiques sont d'une telle importance qu'on ne



Dotation en matériel des VOI et suivi des forêts avec l'utilisation des drones

La journée du 7 avril 2024 a été marquée par la démonstration de l'utilisation des tarières thermiques et des drones pour effectuer le suivi des reboisements et surveiller la forêt dans cette partie de la région Haute Matsiatra. Le ministre a également visité une unité de transformation d'huile essentielle solaire dans la Commune Rurale d'Androy (appuyée par le PNUD). Cette unité se démarque car elle fonctionne à l'énergie renouvelable et n'utilise pas de bois de chauffage pour la transformation des matières

vertes en huile essentielle. Un parc solaire qui fournit 20 kilowatts est installé à proximité (sachant que le besoin en énergie du centre est aux alentours de 12 kilowatts). Toujours dans la commune rurale d'Androy, le ministre a également remis des semences de pomme de terre et de café pour 2 Associations de femmes (+1800 Kg) à Tanandava avec la démonstration de l'utilisation des outils de suivi SLEM (tablettes, ID Cards, sharepoint, Power BI).

Protection et préservation de l'environnement

Les nouvelles technologies deviennent incontournables

? Madagascar est renommé pour ses espèces animales et végétales endémiques qui attirent chaque année des milliers de touristes, mais jusqu'à quand cela perdurera-t-il ?

La situation dans le pays est alarmante, car la grande île perd 100 000 hectares de forêt par an. Elle a déjà perdu 44% de sa couverture forestière et ne dispose plus que de neuf millions neuf cent mille hectares de forêt naturelle.

Au fil du temps, le reboisement est devenu une pratique courante pour pallier ces pertes, mais comment être certain que cela aboutira à la reforestation souhaitée du pays ? Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) modifie sa stratégie en instaurant un suivi et un entretien des jeunes plants récemment plantés. Cette initiative a été officiellement lancée hier à Imerintsiasosika (Tanamasoandro) lors de la journée internationale des forêts. La saison de reboisement y a débuté le 26 janvier dernier.

"Nous sommes ici pour entretenir les jeunes plants mis en terre le 26 janvier dernier. Planter est une étape essentielle, mais assurer un suivi est tout aussi crucial. Le reboisement requiert une stratégie pérenne et est indissociable de l'utilisation des nouvelles technologies," déclare Max Andonirina Fontaine, Ministre de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD). Ainsi, le chef du MEDD lance un appel à tous ceux ayant participé au reboisement pour revenir sur les sites afin d'assurer un suivi, ce dans toutes les régions du pays.

En ce qui concerne les nouvelles technologies, le projet Mionjo, financé par la Banque Mondiale, a octroyé quatre "drones de cartographie" au ministère de l'Environnement et du Développement Durable. Ces drones sophistiqués pèsent huit kilos, disposent d'une autonomie de trois heures et peuvent parcourir une distance de 30 kilomètres. Ces avancées technologiques permettent une collecte de données extrêmement précise, la détection des foyers d'incendie et la surveillance de sites stratégiques tels que les zones protégées. Elles ont le potentiel de révolutionner la capacité de Madagascar à protéger et préserver son environnement, comblant ainsi le manque de ressources humaines sur le terrain.

Effectivement, Madagascar souffre d'un manque de techniciens. En effet, on compte un agent forestier pour 200 000 hectares dans le pays, tandis qu'à La Réunion il y a 145 agents forestiers pour 120 000 hectares. "Il est indéniable que le personnel sur le terrain, en particulier les agents forestiers, est nettement insuffisant. C'est pourquoi nous avons lancé un programme de formation continue en collaboration avec le Centre National de Formation des Techniciens Forestiers où trente collaborateurs du MEDD se forment actuellement pour devenir des agents forestiers," a souligné le responsable du MEDD.

Nosy Barren

Les ministres de l'Environnement et du Développement durable, Max Andonirina Fontaine, et de la Pêche et de l'Économie bleue, Paubert Mahatante, ont effectué une visite sur les îles Barren afin d'observer directement leur biodiversité. Leur exploration comprenait une plongée à l'île de Mboro, reconnue comme le cœur de la future zone protégée.

Les îles Barren forment un archipel de 9 principaux îlets/bancs de sable se situant entre une quinzaine et une quarantaine de kilomètres au large de la côte ouest de Madagascar, dans la région Melaky ont été classées en tant qu'Aire marine protégée de statut provisoire depuis 2012. Un projet pour faire de ces îles une aire protégée, en raison de leur richesse en biodiversité est sur les rails (sur une aire marine protégée).

Ces îles abritent également des étendues significatives d'herbiers marins, de mangroves, de dunes côtières et de forêts denses semi-

humides. Elles sont le foyer de cinq espèces de tortues marines recensées, ainsi que de cent cinquante espèces de poissons. Parmi les oiseaux, cinq espèces en danger, telles que le Pygargue vocifère *Haliaeetus*, le héron de Humblot et la sarcelle de Bernier, fréquentent les eaux des îles Barren situées au nord-ouest.

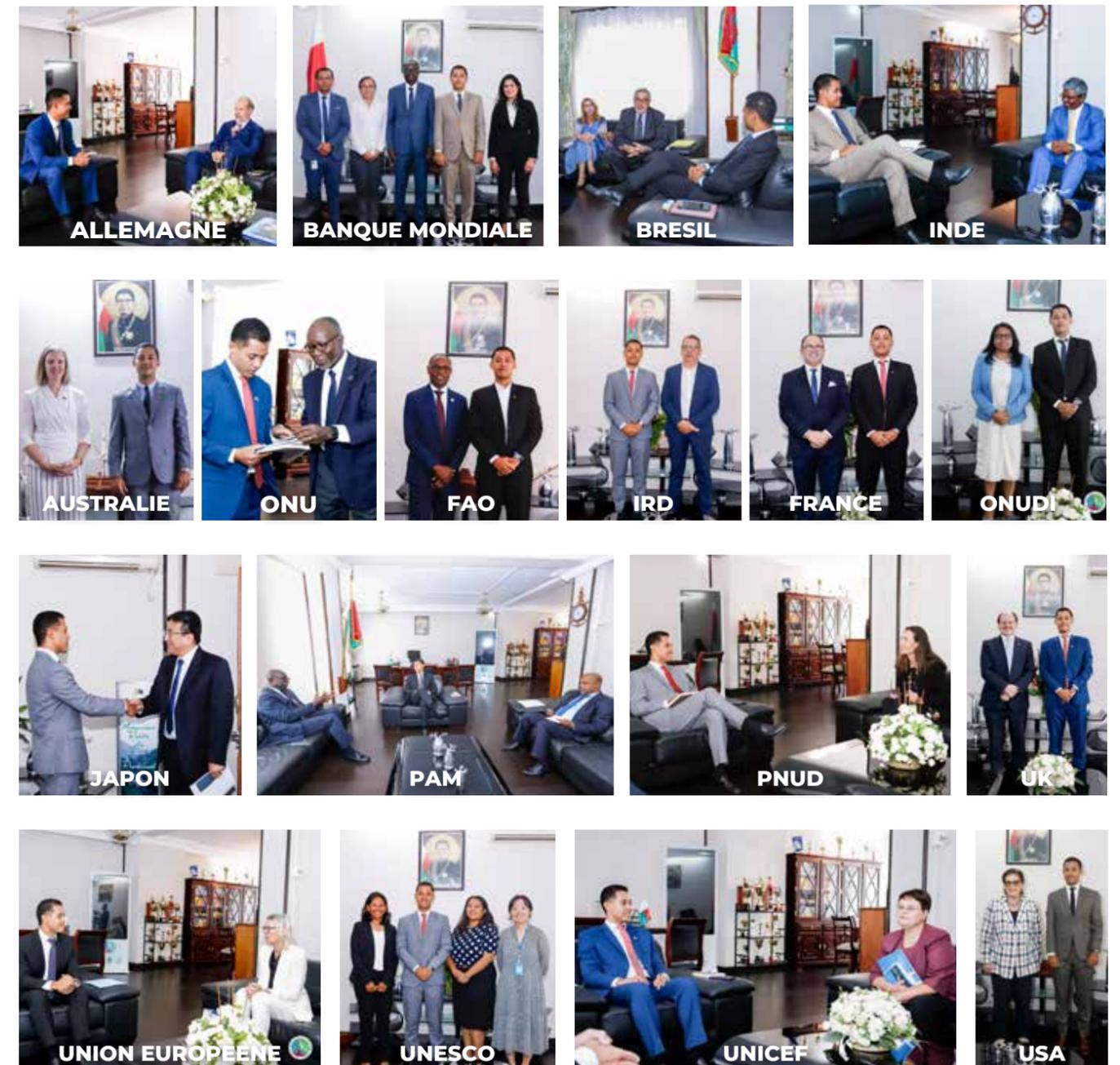
Les îles Barren se sont transformées en un refuge provisoire pour les groupes migratoires de pêcheurs vezo et leurs familles, contraints d'abandonner leurs zones traditionnelles le long de la côte ouest de Madagascar en raison de l'épuisement des stocks de poissons. Sur ces îles Barren, ces pêcheurs ont retrouvé un souffle d'espoir grâce aux réserves poissonneuses qui y subsistent. Ainsi, chaque printemps, après la saison des cyclones, ces pêcheurs vezo et leurs familles entreprennent un périlleux voyage de deux à trois jours depuis leurs villages continentaux jusqu'aux îles où ils séjournent souvent jusqu'à neuf mois.

Tri et recyclage des déchets

Le ministre a eu l'honneur d'assister à la célébration de la Journée internationale "zéro déchet" (5 avril) qui s'est tenue à la Maison de la Culture Vatofotsy (ville d'Antsirabe). Cette manifestation a été marquée par la remise de récompenses aux lauréats du concours "Meilleurs recycleurs de déchets" et "Meilleur déguisement du carnaval", ainsi que par la remise d'attestations de reconnaissance aux membres de la Plateforme de l'Énergie Alternative Vakinankaratra, et par la fourniture de 100

bacs pour le tri des déchets (mise en valeur des bidons jaunes) à l'Association FAMAFA. En outre, le ministre a visité les 25 stands d'exposition. Au cours de son discours, le MEDD a encouragé chacun à trier les déchets et surtout à les recycler, soulignant que la région de Vakinankaratra sera prochainement équipée d'un centre capable de traiter 60 tonnes de déchets par jour, alors que la ville en produit près de 170 tonnes.

Diplomatie verte: Récapitulation des visites de courtoisie effectué par les Ambassadeurs au MEDD



Après Vakinanakaratra, une descente dans la région Amoron'i Mania a été effectuée (6 avril)

Dans le cadre de la collaboration entre la DREDD Amoron'i Mania et TAFO MIHAOVO, la dotation de matériel informatique (01 imprimante, 01 ordinateur) pour la DREDD Amoron'i Mania, d'une tarière thermique pour l'Union Manirisoa et de 03 rouleaux pour la Plateforme AMAFI a été effectuée. Avec l'appui de l'ONG Ny Tanintsika, quatre (04) associations de femmes, membres des VOI dans la Commune rurale d'Ambohimanjaka, ont bénéficié de dotations en matériel de tissage et d'ustensiles de cuisine. Une remise de certificats pour les 50 femmes formées sur l'apprentissage du tissage de ver à soie (landibe) a également été effectuée. Ces femmes exploitent la soie qui se trouve dans la forêt de tapia à proximité de leur village. Le but de cette dotation en matériel est de les professionnaliser davantage afin qu'elles

soient financièrement stables et indépendantes. Par la suite, les entretiens de 15 000 jeunes plants se sont poursuivis à Begoaika dans la commune d'Illaka Centre. Dans le cadre de la mise en œuvre du projet Paysages Durables dans l'Est de Madagascar (SLEM), financé par le Fonds Vert pour le Climat (FVC), une dotation de matériel agricole pour les quatre Communes d'intervention dudit projet au niveau de la Région Amoron'i Mania et pour les neuf Communes de la Région Haute Matsiatra a été effectuée respectivement les 06 et 07 avril 2024. La distribution de ces kits cadre avec le concours "Ceinture verte". Le Projet SLEM est mis en œuvre conjointement par Conservation International et le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) à travers le BNCCREDD+.

Entretien des plants dans le domaine forestier national Andempombe

La délégation conduite par le ministre a également effectué une visite et un entretien du domaine forestier national Andempombe (district de Betafo), également doté d'une parcelle pédagogique (une zone dont le reboisement a été effectué par des écoliers aux alentours du site). « La technique « agroforesterie » est utilisée dans ce domaine forestier national et cela porte ses

fruits au bout de cinq ans, et ce succès doit être dupliqué dans tous les sites à Madagascar. Le suivi du reboisement et l'entretien du jeune plant qui a été planté est très important. D'ailleurs, j'incite tous ceux qui ont reboisé sur le terrain. Le taux de survie va de pair avec le suivi. Des élagages ont été effectués ici », expose le MEDD. Autonomisation des femmes qui exploitent le « landibe »



NOUS METTONS LE CAP VERS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE VERTE AVEC VOLOBE AMONT

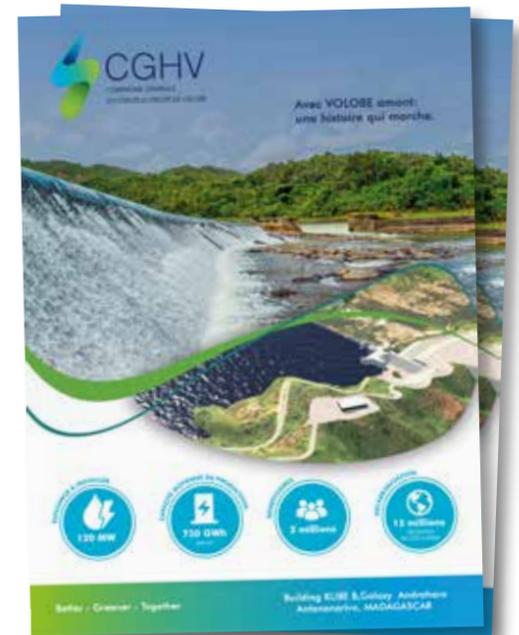
« Être une compagnie privée de référence en hydroélectricité au service du progrès de Madagascar » est notre vision soutenue par une mission noble qui est la concrétisation de l'inclusion énergétique verte, fiable et compétitive.

Développé depuis 2016 dans le cadre du partenariat public-privé, l'aménagement hydroélectrique de Volobe amont fait partie des projets prioritaires définis par l'Etat malagasy afin d'améliorer l'accès de la population à une énergie propre et fiable (ODD7).

Mettre en œuvre un projet structurant comme volobe exige l'application de différents préalables techniques et socio-environnementaux pour mieux préparer son installation au service du développement durable.

Plusieurs étapes ont été franchies incluant la réalisation des études techniques et socio-environnementales. Ces études sont réalisées par des cabinets nationaux et internationaux de renom ayant permis de mieux connaître le site et de mieux agir, suivies par une évaluation technique et des consultations du public.

Après avoir obtenu son permis environnemental en 2022 accompagné par le Plan de Gestion Environnemental (PGE) en guise de Cahier de charges environnementales (CCE), la Compagnie générale d'hydroélectricité de Volobe (CGHV) met ses attentions particulières à ses engagements légaux et les bonnes pratiques internationales en matière de conservation, d'atténuation des risques et éventuelles perturbations sur l'écosystème liées à l'installation du projet.



Office National pour l'Environnement (ONE)

Prévention des risques environnementaux des investissements

Un atelier de renforcement des capacités des membres du Comité de Suivi Environnemental Régional (CSER) a été organisé les 03 et 04 avril 2024 à Toamasina. La formation portait sur les procédures de l'évaluation environnementale, le cadre réglementaire et les normes. Au cours de la formation, une analyse du mode de fonctionnement et de l'environnement de travail du CSER Atsinanana a été également effectuée, permettant d'améliorer les performances du CSER.



Gestion des informations environnementales et suivi de l'état de l'environnement

Convention de collaboration entre la DGM et l'ONE

La signature pour le renouvellement de la convention de collaboration sur l'échange et le partage des informations climatologiques entre la Direction Générale de la Météorologie (DGM) et l'ONE a eu lieu le samedi 23 mars 2024, durant la célébration du Journée Météorologique Mondiale. Cette convention a pour objectif de définir les conditions de partage des indices et indicateurs liés au changement climatique entre les deux parties, ainsi que les informations climatologiques y afférentes pour une meilleure prise de décision à tous les niveaux.



Office National pour l'Environnement

Immeuble IFANOMEZANTSOA II, Escalier Ranavalona I, Analakely - Antananarivo 101 - Madagascar
 ☎ (261) 20 22 259 99 - ✉ BP 822 @ one@pnae.mg - 🌐 www.pnae.mg - 📺 fb.com/one.madagascar

Etude de la réhabilitation du bâtiment de l'ONE

Dans le cadre de l'étude de la réhabilitation du bâtiment de l'ONE à Antananarenina, une prise de vue par drone a été effectuée le 28 mars 2024, suivie de levés topographiques du site. Ces mesures vont permettre au Bureau d'études de concevoir le plan et le design et d'estimer le coût de la réhabilitation d'ici la fin du mois d'avril. Cette étape bénéficie du financement de la Banque Mondiale via le Projet Agriculture Durable par une Approche Paysage (PADAP), en partenariat avec le MEDD.



IL EST TOUT MIGNON MAIS FRAGILE : POISSON ARC EN CIEL

Chaque site a sa particularité. Même si les données sur la pluviométrie du bassin versant de l'Ivondro est disponible depuis 1901, la connaissance de l'écosystème du fleuve est encore à creuser. L'installation d'un projet comme Volobe amont permettra de mieux connaître le milieu aquatique grâce à ses différentes études biologiques depuis quelques années.

A part les communautés locales et les biologistes spécialistes du milieu aquatique,

nous sommes peu nombreux à savoir le secret de « *Bedotia* », un petit poisson arc en ciel, endémique du fleuve d'Ivondro mais qu'on peut sans doute aussi retrouver dans les fleuves côtiers avoisinant.

Bedotia madagascariensis (Regan, 1903) connue sous le nom vernaculaire malgache « Zono » ou poisson « arc en ciel » en français se rencontre dans la zone Centre-Est de Madagascar (Kiener, 1903). Cette espèce ichthyofaune emblématique malgache se trouve le long du canal de Pangalana entre la rivière Ivoloïna jusqu'au Bassin de Manambolo au Sud de Vatamandry

(Loiselle et Rodriguez, 2007), y compris le fleuve d'Ivondro. Cette espèce présente un dimorphisme sexuel marqué en morphologie et coloration, variée de rouge à jaune dorée et noire (Loiselle et Rodriguez, 2007).

Bedotia madagascariensis se trouve plus fréquemment dans les ruisseaux ombragés de la plaine côtière de l'Est. Toutefois, elle peut se rencontrer dans les grandes rivières et les sections lotiques (Loiselle et Rodriguez, 2007). Elle se trouve dans des eaux douces, comme le cas des affluents de l'Ivondro, jusqu'à des eaux dures et saumâtres près de l'Océan.

Bedotia madagascariensis est menacée par la prédation de poisson à tête-serpent ou *Channa maculata*, mis à part d'autres prédateurs naturels tels que *Paratilapia*, *Kuhlia*, *Mesoprists elongatus*, *Glossogobius giuris* et les anguilles. De même, cette beauté des cours d'eau de l'Est est menacée par la surpêche, surtout dans les dernières dizaines d'années par suite de l'utilisation des filets moustiquaires.

Passons à l'action, protégeons notre environnement !



Energie renouvelable

L'entreprise s'est associée à CrossBoundary Energy en 2021 pour construire et exploiter une centrale solaire et éolienne qui fournira au moins 20 MW à ses opérations. Une fois opérationnelle, elle fournira 60 % de l'énergie de QMM et réduira les émissions de dioxyde de carbone d'environ 26 000 tonnes.

En 2023, Pio Tinto QMM a mis en service avec succès une centrale solaire de 8 MW. Une extension de 6 MW de cette centrale solaire est également en cours de développement.

Le premier éolien de Madagascar, d'une puissance de 16 MW, est en cours de construction et devrait être achevé d'ici la fin de l'année 2024.

Vision et perspectives post-COP28 de Rio Tinto

La COP28 a marqué une étape cruciale dans la lutte mondiale contre le changement climatique. Les engagements pris lors de cet événement ont eu un impact majeur sur divers secteurs économiques, notamment l'industrie minière.

Pio Tinto, l'un des principaux acteurs dans ce secteur d'activité, a pris l'engagement de relever les défis du changement climatique tout en continuant à fournir des minéraux essentiels à la société.

Une des résolutions prises à l'issue de la COP28 souligne l'urgence d'agir pour limiter le réchauffement mondial à 1,5 degré Celsius à travers des mesures concrètes pour réduire les émissions de carbone. Pour l'industrie minière, cela implique une réévaluation des pratiques actuelles et une accélération des efforts en matière de décarbonisation et d'adaptation au climat.

Engagements et Objectifs de Décarbonisation de Rio Tinto

Réduire significativement son empreinte carbone à travers l'ensemble de ses opérations est un des principaux engagements de Rio Tinto.

La compagnie investit massivement dans la décarbonisation de ses activités, tout en encourageant ses clients et fournisseurs à faire de même le long de la chaîne de valeur.

En 2023, Rio Tinto a intensifié ses efforts en matière d'énergie renouvelable en Australie, en Afrique, et notamment à Madagascar.

Les initiatives climatiques et Stratégies de Rio Tinto à travers sa division QMM :

Au niveau de QMM (QIT Madagascar Minerais), les initiatives climatiques sont alignées sur les objectifs mondiaux de la COP 28. Trois stratégies majeures sont mises en œuvre

- **Mesures d'atténuation des émissions de CO2 :** adoption des énergies renouvelables, optimisation de l'efficacité énergétique opérationnelle et séquestration du carbone par le biais de programmes de boisement et de conservation des forêts.
- **Mesures d'adaptation et de résilience :** mise en œuvre de normes mondiales de gestion des résidus miniers exposés aux risques climatiques et intégration de ces risques dans les analyses de projets.
- **Solutions basées sur la nature :** Mise en œuvre de projets pilotes dans la région d'Anosy axés sur une variété d'activités de protection et de restauration tout en achevant les études de faisabilité de restauration et de REDD+. Rio Tinto investit dans des solutions naturelles qui offrent une double résilience, à la fois climatique et sociale, tout en contribuant aux objectifs de développement durable (SDC).

Notre objectif : atteindre la neutralité carbone.

Rio Tinto QMM est l'une des premières sociétés minières au monde à avoir créé une aire protégée au sein de son bail minier.

Atténuation - Reboisement et protection des forêts primaires.

Depuis 2010 :

+ 691 ha de forêt
01 réhabilitée dans notre bail minier

100 ha de mangroves
02 plantées à Petriky

2 136 ha reboisés
03 en dehors du site minier

100 ha d'espèces indigènes
04 au sud de la zone protégée de Tsitongambarika



QMM a mis en place 3 zones protégées :

- ✓ 430 ha à Mandena
- ✓ 300 ha à Petriky
- ✓ 2 095 ha à Ambatoatsinanana à Ste Luce

Ces initiatives reflètent l'engagement du groupe mondial Rio Tinto à opérer de manière responsable et durable, tout en contribuant à l'effort mondial pour atténuer les effets du changement climatique.



NOS AIRES PROTÉGÉES SONT VITALES POUR NOTRE DÉVELOPPEMENT

NOUS DEVONS AGIR POUR LES CONSERVER ET LES VALORISER

→ Les contributions économiques de la biodiversité et des services écosystémiques des aires protégées existantes à Madagascar révélées dans l'étude peuvent s'estimer au niveau local (pour les communautés vivant autour des aires protégées), national (pour l'ensemble de la population malagasy) et mondial (pour l'humanité toute entière). Ces estimations sont résumées ci-après:

(Taux de change : 1 USD 2021 = 3 975 MGA)

Niveau local

Services Écosystémiques: Apiculture, Pêche lacustre et dans les mangroves, artisanat de raphia, etc.

Contribution économiques
444 - 579 millions USD/an (1 760 - 2 300 milliards MGA)

→ La biodiversité conservée au sein des aires protégées de Madagascar représente un capital naturel précieux qui dispose d'un fort potentiel pour soutenir la croissance économique durable du pays. Pour cela, il nous faut :

Maintenir et développer le réseau des aires protégées de Madagascar

- Protéger les zones clés pour la biodiversité (ZCB);
- Développer une stratégie ambitieuse pour le Système des Aires Protégées de Madagascar (SAPM);
- Renforcer le plaidoyer auprès des acteurs majeurs de la Nation.

Mettre en œuvre des solutions de financement durable pour le fonctionnement efficace du réseau des aires protégées

- Subventionner le fonctionnement des aires protégées;
- Mobiliser plus fortement les initiatives globales de financement durable et les grands donateurs;
- Adopter des solutions financières innovatrices.

Agir dans l'intérêt des communautés locales

- Mettre en place des mécanismes pour redistribuer équitablement les bénéfices aux communautés;
- Intégrer le secteur privé, facteur clé de succès des chaînes de valeurs;
- Renforcer la capacité des communautés à gérer les aires protégées.

La contribution économique des aires protégées

Les services écosystémiques des aires protégées

→ Les services écosystémiques sont les bénéfices que les êtres humains tirent de la nature, classés en 3 catégories. Fournis gratuitement par la nature, ces services sont communément considérés comme sans valeur et intarissables. Or, ceci n'est pas la réalité.

Leur valeur est même considérable, et une exploitation intensive limitera leur disponibilité. Pour obtenir un aperçu de la valeur de ces services écosystémiques, des experts ont effectué des estimations monétaires, dont les résultats sont synthétisés dans le livre blanc.

Les services d'approvisionnement

sont les produits fournis par la nature, comme l'eau potable, la nourriture, les combustibles, le bois ou les médicaments.

Les services de régulation

sont les bénéfices des écosystèmes comme la régulation du climat, l'atténuation des inondations, la prévention de l'érosion du sol, la protection des côtes contre les cyclones, la pollinisation en agriculture ou la diminution des maladies.

National, aire protégée Marine

Services Écosystémiques: Produits de pêche, utilisation des mangroves, tourisme

Contribution économiques
195 - 199 millions USD/an (780 milliards à 790 milliards MGA)

Services Écosystémiques: Régulation climatique, conservation de la biodiversité, ressources génétiques, tourisme, recherche scientifique, productions de films

Contribution économiques
3,67 - 17,27 milliards USD/an (14 700 milliards à 68 500 milliards MGA)

Global

Les services culturels

sont les apports non-matériels de la nature, soit les aspects esthétiques, spirituels, récréatifs, touristiques et éducatifs.

- Elles encouragent la recherche scientifique
- Elles inspirent des productions audiovisuelles
- Elles accroissent l'attraction touristique de Madagascar

- Elles sont garantes de l'accès à l'eau potable et à l'énergie hydraulique
- Elles conservent la biodiversité et les richesses génétiques
- Elles sont sources de remèdes traditionnels
- Elles sont les sanctuaires des sites sacrés
- Elles fournissent les matières nécessaires à l'artisanat, à l'apiculture et au chauffage
- Elles soutiennent l'agriculture
- Elles régulent le dérèglement climatique
- Elles fournissent des ressources halieutiques



Aire protégée Ambohit'antsingy montagne des français :

LA CONSERVATION POUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL

Depuis l'obtention du décret de protection définitive en 2015, le promoteur du site, le Service d'Appui à la Gestion de l'Environnement (SAGE), ne cesse de se mobiliser afin de concilier la protection de la biodiversité à l'appui au développement local des communautés riveraines.

Dans l'optique de répondre aux efforts des structures communautaires de cogestion à la conservation, le SAGE a mobilisé les ressources financières nécessaires de par ses partenaires pour assurer une partie des besoins communautaires tant pour le bien-être que pour lutter contre la pauvreté.

ACCÈS À L'ÉNERGIE DURABLE : à travers le projet Biodiversity Conservation and Sustainable Natural Resource Management for Integrated Community Development in Natural Parks of Madagascar (BIOCOM) mis en œuvre en partenariat avec l'UNESCO et financé par le peuple de la Corée du Sud par la mettre le nom en entier (KOICA), le SAGE a mis en place la rénovation d'une centrale solaire dans le village d'Andavakoera, Commune Rurale de Ramena, avec un total de 50 foyers bénéficiaires. Avec une capacité de 10kva, elle peut supporter jusqu'à 100 foyers ce qui laisse une grande marge d'exploitation pour les communautés locales pour assurer une diversification de leurs sources de revenus.

FORMATION PROFESSIONNELLE : toujours à travers le projet BIOCOM, près de 70 jeunes ont eu accès à des formations professionnalisantes et certifiantes. Six métiers ont été promus : guide touristique, cuisine, vannerie, ouvrage métallique, maçonnerie, travail des cornes & coco. Une amélioration des conditions de vie des communautés, notamment des jeunes, sont attendus ainsi qu'une réduction des pressions anthropiques sur les ressources naturelles.

APPUI AUX ACTIVITÉS VIVRIÈRES : à travers la Fondation pour les Aires Protégées et la Biodiversité de Madagascar (FAPBM) le SAGE a appuyé les communautés de base à améliorer leurs ressources alimentaires basiques à travers des dotations matériels et de semences adaptés climatiquement à la Région DIANA. Ces actions étaient menées il y a plus de 2 ans et nous observons encore des résultats de production au niveau de certains bénéficiaires. Les dépenses alimentaires sont trouvées réduites et les variétés alimentaires sont mieux qu'avant l'exécution de cette activité.

CONSERVATION REWARDS : à travers le projet Kobaby, cofinancé par l'Agence Française de Développement (AfD) et l'Etat Malagasy, les huit communautés locales de base se sont mis à un concours de conservation dans l'AP AA MdF.

Le concours a touché plusieurs points : le nombre de patrouilles réalisées et la réduction des pressions, la production de plantules et les plantations pour la campagne de reboisement 2023-2024; l'entretien et sécurisation des anciennes plantations avec le meilleur taux de réussite, la mobilisation communautaire pour les autres activités de chaque structure, la vie associative etc.

Les 3 lauréats sont ainsi l'Unité Local de Gestion de Mahagaga qui remporte la réhabilitation d'infrastructure communautaire (construction de local pour deux décortiqueuses à riz qui seront dotés avec les locaux) ; l'ULG d'Andranomanitra qui bénéficiera d'un appui pour l'élevage de vache laitière, et l'ULG de Nosimbary qui remporte un motoculteur avec ses accessoires.

QUELLES RÉALISATIONS POUR LA CONSERVATION ?

l'aire protégée Ambohit'antsingy- Montagne des Français a pu durant la période de validité de son Plan d'Aménagement et de Gestion (PAG) 2020-2024 réduire de 40% les pressions anthropiques ; assurer une amélioration des plantations passant de 40% de taux de réussite à 65% pour les restaurations et 90% pour les reboisements ; augmenter son potentiel de production et de mise en terre des plantules, en exemple pour la campagne 2023-2024 mettre en terre pour le reboisement 32.052 plants sur 16Ha ; et 77.795 plants sur 38,89Ha. Ces améliorations sont issus des renforcements des actions conjointes avec les communautés de base, des mettre le nom en entier (STD), mettre le nom en entier (CTD) et qui se manifeste par l'amélioration du score METT passant de 80 à 86 points pour quelle année ?.



Siège du SAGE - ANTANANARIVO
Lot VI 21 D Bis
Villa RANOROSOA Ambatoroka
Tel: 020 22 680 73

SAGE Antsiranana
7 Rue Bruyère de l'Isle
Place Kabary
Tel: 032 42 463 79

SAGE Mahajanga
Lot 134 parcelle 550
secteur 3, Ambovoalanana,
Tel: 032 02 616 78

SAGE Toliara
Lot N 2629 GJ Place Monja
Jaona Tsimenatse Toliara
Tel: 034 20 100 73

SAGE Nosy Be
Chez Librairie Naima
Camp Vert 1ère étage
Tel: 032 02 318 76



PROGRAMMES / PROJETS UE DANS LES SECTEURS DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE L'ENVIRONNEMENT À MADAGASCAR



VERS UN MADAGASCAR VERT : INITIATIVES ET PERSPECTIVES

Madagascar, réputée pour sa biodiversité exceptionnelle, intensifie ses efforts en matière de protection environnementale et de développement durable.

Avec le soutien financier de l'Union européenne, divers programmes et projets sont lancés à travers le pays pour faire face aux défis environnementaux complexes. Ces initiatives couvrent une gamme diversifiée de domaines allant de la préservation des mangroves à la promotion de solutions énergétiques durables, en passant par la restauration des terres dégradées et le renforcement institutionnel pour la gestion environnementale.

Dans la région d'Analanjirofo, le Projet SAVOKHA vise à préserver les mangroves menacées, tandis que les Actions Test sur les Techniques Innovantes en Biocharbon dans les régions d'Androy et d'Anosy cherchent à réduire la dépendance au bois-énergie tout en promouvant des alternatives durables. Les Systèmes Agroforestiers (SAF) sont promus dans les hautes terres centrales pour restaurer les terres dégradées et soutenir les moyens de subsistance des agriculteurs. Par ailleurs, la construction de la Maison de la Diplomatie Verte à Ampandrianomby contribuera à renforcer les capacités institutionnelles dans le domaine de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et de l'Environnement (AEPE).

Ces projets visent à répondre aux pressions environnementales et humaines tout en favorisant le développement durable et la résilience des communautés locales. Ils illustrent l'engagement continu des parties prenantes en faveur de la protection de l'environnement et de la promotion de pratiques durables à Madagascar.

Pour en apprendre davantage sur ces projets/programmes rejoignez-nous dans notre exploration des défis environnementaux et des solutions innovantes adoptées à Madagascar et découvrez comment vous pouvez vous aussi contribuer à la préservation de notre environnement.



LA MAISON DE LA DIPLOMATIE VERTE :

UN SYMBOLE DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT A MADAGASCAR

PROGRAMME DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL VERS LE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉSILIENCE AGRICOLE

Saviez-vous que la diplomatie environnementale désigne l'ensemble des activités consacrées à la conduite des négociations qui porte sur la gestion des biens publics mondiaux ? Madagascar, ayant une particularité en biodiversité, est en bonne position afin de mettre en place une partie de ce concept qui est la Diplomatie Verte.

Le Programme de Renforcement Institutionnel vers le Développement de la Résilience Agricole (RINDRA), financé par l'Union Européenne a investi dans la construction de la Maison de la Diplomatie Verte au bénéfice du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) à Ampandrianomby. L'objectif de cette initiative est d'aider à rendre opérationnelles des institutions publiques et parapubliques dans les domaines de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et de l'Environnement (AEPE). Un impact en terme d'efficacité est ainsi escompté concernant la coordination entre les différents ministères du secteur AEPE, leurs directions et services, ainsi qu'avec les divers acteurs du secteur et les bailleurs de fonds pertinents.

Les travaux de construction ont démarré le 07 août 2023, pour durer sur six (06) mois.

La réception provisoire de l'ouvrage a été effectuée le 1er février 2024, à Ampandrianomby, en présence du représentant de l'Union européenne, des représentants du MEDD (y compris le Coordonnateur Général de l'Organe de Coordination des actions stratégiques pour la Diplomatie Verte et des Organismes Rattachés (OCDVOR) et le Directeur de la Diplomatie Verte et des Partenariats), ainsi que de l'Unité de Gestion de Projet RINDRA puis le représentant de l'entreprise de construction.

Les travaux, dirigés par l'entreprise TOPAL, consistaient à construire un bâtiment à R+1 équipé des technologies innovantes en termes de communication audio-visuel, intégrant des solutions énergétiques durables, démontrant ainsi un engagement fort envers les énergies renouvelables.



Financé par l'Union européenne



Ministère de l'Économie et des Finances

Contacts :
• Bureau d'Appui à la Coopération Extérieure (BACE, MEF) : info@bace.mg, Tél : 020 22 244 42 – 020 22 274 52
• Unité de Gestion du Programme RINDRA : ugprindra@gmail.com

Délégation de l'Union Européenne auprès de la République de Madagascar et de l'Union des Comores – Equipe Développement Rural : DELEGATION-MADAGASCAR-DEV-RURAL@eeas.europa.eu

PROGRAMME

D'APPUI AU FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE ET AUX FILIÈRES INCLUSIVES DANS LE NORD DE MADAGASCAR



PROJET SAVOKHA :

PRESERVATION DES MANGROVES DANS LA REGION D'ANALANJIROFO

Dans le vaste écosystème de la région d'Analajirofo, les mangroves jouent un rôle capital. Cependant, ces précieuses zones côtières sont menacées par diverses pressions environnementales et humaines.

La collecte de palétuviers pour bois de chauffe, le prélèvement de diverses espèces animales telles que les crabes, les crevettes ou autres espèces dont les mangroves constituent leur nursery, constituent les principales pressions exercées localement. A cela s'ajoute l'ensablement progressif dû à l'érosion des bassins versants y attenants.

Le Projet SAVOKHA (SAhadriaka VOhajary, Kendrena HAharitra), au sein du programme AFAFI-NORD financé par l'Union européenne, est une réponse directe à cette urgence, visant à sauvegarder les mangroves menacées.

Le projet SAVOKHA, une entreprise ambitieuse, est portée par un consortium d'ONG malgaches : AIM, SAF-FJKM et AMADESE.

Axes d'action définis

Sur une période de trois ans (2022-2025), des actions concrètes de protection et de restauration des mangroves figurent parmi les priorités. Le projet se concentre sur trois axes principaux pour préserver et restaurer les mangroves de la région.

- ◆ une première étape déterminante implique la réalisation d'un diagnostic approfondi de l'état des mangroves et des zones littorales, afin d'identifier les défis et les opportunités pour leur préservation,
- ◆ le projet apporte ensuite son soutien aux communautés de base (COBA) dans leur responsabilité de gestion et protection des ressources naturelles locales à travers des formations,
- ◆ et finalement leur accompagnement dans les activités de restauration des mangroves.

Diagnostic et sensibilisation à grande échelle

Au cours de sa première année, le projet SAVOKHA a réalisé un état des lieux des mangroves gérées par les COBA d'Antsiraka et de Manompana. Des actions de sensibilisation ont été menées

auprès des communautés locales pour souligner l'importance des mangroves et la nécessité de les protéger.

Sensibilisation à travers des formations

Le projet vise également à sensibiliser les élèves et les autorités locales à travers des séances organisées dans les écoles en partenariat avec les services techniques locaux (CISCO, ZAP). Les autorités locales et traditionnelles sont également régulièrement invitées lors des séances de sensibilisation ou de travail avec les communautés locales.

Accompagnement à travers un programme de reboisement collaboratif

Une initiative de reboisement en partenariat avec le VOI St Joseph Sainte Marie a été lancée. Le projet a acquis 5 500 propagules pour le reboisement, impliquant activement les jeunes de l'association AJDM Manompana et les COBA VANONA et Tsimialona.

En résultat, le projet SAVOKHA a réussi à renforcer l'engagement communautaire pour la préservation des mangroves, mettant particulièrement l'accent sur l'intégration des jeunes et des enfants dans cette démarche de gestion durable des ressources naturelles locales.

Il a permis aux acteurs locaux de prendre conscience de manière concrète de l'importance de mieux gérer leur environnement, notamment les mangroves.



Financé par l'Union européenne



Ministère de l'Économie et des Finances

Contacts :
• Bureau d'Appui à la Coopération Extérieure (BACE, MEF) : info@bace.mg, Tél : 020 22 244 42 – 020 22 274 52
• Unité de Gestion du Programme AFAFI-Nord : ucgp.afafinord@gmail.com



PROGRAMME
D'APPUI AU FINANCEMENT DE
L'AGRICULTURE ET AUX FILIÈRES
INCLUSIVES AUTOUR
D'ANTANANARIVO MADAGASCAR

**LES SYSTEMES AGROFORESTIERS (SAF) :
UNE SOLUTION DURABLE POUR
LA RESTAURATION DES TERRES**

Les Systèmes Agroforestiers (SAF) se révèlent être une solution durable et prometteuse pour la restauration des sols, notamment dans les Hautes Terres centrales de Madagascar, où la déforestation et les pratiques agricoles non durables ont causé une grave dégradation des sols, entraînant une baisse des rendements et une expansion des terres dégradées. Traditionnellement pratiqués sur la côte Est de Madagascar, en particulier avec des cultures telles que le giroflier, les SAF sont désormais en cours d'adoption dans d'autres zones.

**Régénération des terres agricoles :
une alliance fructueuse en associant
les cultures vivrières avec les arbres
dans les systèmes agroforestiers"**

Les SAF combinent la culture d'arbres avec celle des cultures agricoles, offrant ainsi une solution qui préserve les sols tout en soutenant les moyens de subsistance des agriculteurs. Cependant, le faible taux de survie des arbres après la plantation constitue un défi majeur, en grande partie en raison des incendies récurrents dans les zones de savanes où existent des plantations forestières. Pour relever le défi manifeste, le projet DIABE, financé par l'Union européenne, encourage l'association des arbres avec des cultures vivrières telles que le riz pluvial, les haricots, la patate douce et le manioc au cours des deux premières années après la plantation. Cette approche permet non seulement de protéger les jeunes arbres contre les incendies, mais aussi d'améliorer la qualité du sol, de lutter contre l'érosion et de fournir des sources supplémentaires de nourriture et de revenus pour les familles.



Résultats et perspectives du projet DIABE

Le projet DIABE a connu des résultats prometteurs, avec une augmentation significative des SAF en association ainsi que des pare-feux verts au cours des dernières années. En 2024, des études supplémentaires seront menées pour évaluer les taux de survie des arbres et la croissance dans les reboisements avec cette pratique, ainsi que pour quantifier les productions des cultures vivrières associées aux arbres.

Ces recherches permettront d'orienter au mieux les agriculteurs vers les pratiques les plus productives et de garantir le succès à long terme des SAF.

En dépassant largement l'objectif initial de 500 hectares de SAF d'ici fin 2024, le projet témoigne de son importance croissante dans la lutte contre la dégradation des terres et la promotion de pratiques agricoles durables.



Financé par
l'Union européenne



Ministère de l'Economie
et des Finances

Contacts :
• Unité de Coordination et de Suivi du Programme AFAFI-Centre
Chargé de Programmes : nambinintsoa.afaficentre@gmail.com
• Bureau d'Appui à la Coopération Extérieure (BACE, MEF) : info@bace.mg
Tél : 020 22 244 42 – 020 22 274 52
• Délégation de l'Union Européenne auprès de la République de Madagascar
et de l'Union des Comores – Equipe Développement Rural :
DELEGATION-MADAGASCAR-DEV-RURAL@eeas.europa.eu



PROGRAMME
D'APPUI AU FINANCEMENT DE
L'AGRICULTURE ET AUX FILIÈRES
INCLUSIVES DANS LE SUD ET LE
SUD-EST DE MADAGASCAR

**ACTIONS TEST SUR LES TECHNIQUES
INNOVANTES EN BIOCHARBON POUR
LES REGIONS ANDROY ET ANOSY**

Consommation élevée de bois-énergie

Le bois-énergie demeure la principale source d'énergie pour la cuisson des ménages, en particulier dans la région d'Androy, où des quantités considérables sont utilisées annuellement. Selon les données de la Direction de la Valorisation des Ressources Forestières (DVRF) de 2015, environ 13 000 tonnes de bois-énergie par an sont exploités dans l'Androy et dans Taolagnaro uniquement, 12 600 tonnes sont consommés annuellement.

La transition vers des alternatives énergétiques est difficile à court terme, mais des solutions durables sont nécessaires pour atténuer les impacts environnementaux. Le biocharbon, fabriqué à partir de matériaux agricoles ou industriels ou d'élevage recyclés, émerge comme une alternative prometteuse.

**Approche pilote pour la
promotion du biocharbon.**

Dans le cadre du Programme AFAFI Sud, une approche pilote privilégiant l'innovation est adoptée pour promouvoir le biocharbon. Ces actions contribuent à l'Objectif Spécifique n°2 (OS2) du Programme, visant à améliorer la sécurité alimentaire, la situation nutritionnelle et la résilience aux aléas climatiques des ménages ruraux. Elles sont conformes aux directives nationales sur l'action environnementale et visent à améliorer la sécurité alimentaire et la résilience des ménages ruraux aux aléas climatiques. Elles s'inscrivent également dans la valorisation durable des terroirs.



Description des actions

Phase 1 : Partage des techniques et formation

L'ONG FRATENIDADE SEM FRONTEIRAS (FSF) Ambovombe, en collaboration avec l'Unité de Coordination et de Suivi (UCS) du programme, a initié des actions tests sur les "techniques innovantes en biocharbon". La première phase, étalée sur 15 jours, comprend le partage et la formation des techniciens des deux DREDD (Androy et Anosy) et les partenaires du Programme sur les techniques innovantes de carbonisation dans chaque chef-lieu de Région.

Phase 2 : application et suivi des techniques

La deuxième phase, sur 30 jours, consiste en l'application et le suivi des techniques, avec des tests auprès des charbonniers et des groupements de paysans volontaires de l'Androy et de l'Anosy. Les aspects techniques, environnementaux et socio-économiques sont pris en compte.

Phase 3 : Capitalisation des tests et diffusion

Enfin, la troisième phase, sur 3 mois, est dédiée à la capitalisation des tests, impliquant les techniciens formés et les charbonniers ayant appliqué les techniques. L'objectif est de tirer des leçons pour orienter les stratégies de diffusion auprès d'une cible élargie. Partenariats essentiels pour la réussite

La collaboration avec les Directions Régionales de l'Environnement et du Développement Durable (DREDD) Androy et Anosy, les opérateurs de mise en œuvre au niveau des zones d'intervention du Programme (communes Nutrition et Sécurité Alimentaire N&SA), ainsi que les Prestataires/ONG assurant les actions sur terrain, est cruciale pour le succès de ces initiatives.



Contacts :
• Unité de Coordination et de Suivi du Programme AFAFI Sud – Coordinateur :
ucs.afafisud@gmail.com
• Bureau d'Appui à la Coopération Extérieure (BACE, MEF) : info@bace.mg
Tél : 020 22 244 42 – 020 22 274 52
• Délégation de l'Union Européenne auprès de la République de Madagascar
et de l'Union des Comores – Equipe Développement Rural :
DELEGATION-MADAGASCAR-DEV-RURAL@eeas.europa.eu



Financé par
l'Union européenne



Ministère de l'Economie
et des Finances



LE PROJET KOBABY :

POUR UNE PLUS GRANDE RECONNAISSANCE DES COMMUNAUTÉS RIVERAINES AUX AIRES PROTÉGÉES DANS LE RÔLE DE CO GESTIONNAIRES DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA BIODIVERSITÉ

En novembre 2019, la Plateforme des Gestionnaires des dix-neuf Aires Protégées ou PFGAP de la région DIANA intègre les représentants de VOI comme membre à part entière de la plateforme. A titre de rappel, la PFGAP, érigée par arrêté régional en avril 2017, est une plateforme de concertation qui a pour mission de renforcer la gestion et le développement socio-économique des aires protégées.



Le 11 juillet 2022, la région DIANA décrète par voie d'arrêté régional que le 21 septembre sera désormais célébrée comme Journée Régionale des « Vondron'Olona Ifotony » dans la région DIANA. A la 1ère édition de la Journée Régionale des VOI du 15 octobre 2022, quatre représentants élus des VOI des quatre districts de la région DIANA rejoignent officiellement la PFGAP.

A la 2ème édition de la Journée Régionale des VOI, la reconnaissance des « Vondron'Olona Ifotony » se manifeste par la remise officielle de primes variant entre sept à neuf millions d'ariary aux neuf (09) VOI les plus méritantes de la région DIANA.



En février 2024, poursuivant sa lancée dans la reconnaissance des « Vondron'Olona Ifotony » œuvrant autour des aires protégées, le projet KOBABY profite de la visite du Directeur Général de la Gouvernance Environnementale et du Directeur en charge des Aires Protégées pour décerner officiellement une prime d'un montant total de quatre-vingt-neuf millions d'ariary pour leur contribution remarquable à la cogestion de la nouvelle aire protégée de la Montagne des Français. Ces primes vont permettre

d'améliorer les revenus ainsi que le bien-être des membres de trois « Vondron'Olona Ifotony » sur huit grâce à l'achat de décortiqueuses, de motoculteurs avec accessoires et de vache laitière avec les intrants nécessaires à leur élevage. Ces communautés de base, dans leur quotidien, contribuent aux activités de suivi et contrôle (patrouilles communautaires), de production de jeunes plants à des fins de reboisement/restauration de l'aire protégée et de sa zone périphérique.



Toujours au cours du mois de février 2024, un membre du comité local œuvrant pour la préservation des fonctions hydrologiques du bassin-versant de Besokatra, bassin-versant critique pour la ressource en eau de la ville de Diégo s'est vu rétribuer un montant d'un million deux cent mille ariary dans le cadre de la mise en œuvre d'un contrat de conservation d'une espèce de poisson endémique menacée d'extinction. Ce montant correspond à la valeur commerciale du poisson protégé grâce à un travail de

conservation in situ de son habitat naturel. A la mi-2024, les alevins lui seront achetés pour réempoissonner lacs et rivières voisins du parc national de la Montagne d'Ambre.

Aux autres membres de ce comité local, leur contribution à la préservation des services écosystémiques ou PSE (dans notre cas, services hydrologiques) du bassin-versant critique de Besokatra a été rétribuée sous forme de reboisement avec des espèces utiles et génératrices de revenus : 6 600 plants de café arabica, 1 600 plants de raphia dans les parcelles agricoles des membres, 700 espèces forestières et 500 plants de bambou pour la protection des berges, des travaux HIMO d'aménagement et d'entretien de pare-feux et une visite-échange de leurs représentants dans la ville d'Andapa reconnue pour ses pratiques de bonne gouvernance de la ressource en eau promue par la plateforme PSE Tohampotsy.



Le projet KOBABY va plus loin dans la promotion des communautés de base, acteur à part entière dans la protection de la biodiversité :

apprentissage d'une prise de conscience collective au sein d'un VOI dans la gestion d'un bien patrimonial, les Tsingy Mahaloka, un site à forte potentialité écotouristique. Le premier pas dans cet apprentissage a été la signature d'une convention entre le VOI KOFAMA et l'opérateur privé Iharana, une structure d'hébergement proposant dès septembre 2023 un partenariat gagnant-gagnant dans la valorisation écotouristique des Tsingy. En mars 2024, le deuxième pas est franchi grâce à un financement du projet KOBABY qui va permettre à ce tandem VOI – secteur privé de conduire ensemble des travaux d'aménagement de sept circuits touristiques inédits dans les Tsingy. Le VOI sera maître d'œuvre et le secteur privé conducteur des travaux. Le projet, le VOI KOFAMA et le secteur privé Iharana ont lancé le défi d'ouvrir aux visiteurs ces circuits nouvellement aménagés dans les Tsingy dès la mi-juin 2024.

Sur le long terme, cette reconnaissance des structures communautaires comme cogestionnaires à part entière des ressources naturelles est basée sur une construction qui doit démarrer avec l'appréciation de valeurs patrimoniales autour desquelles se tisse la prise de conscience collective. Cette prise



de conscience autour de valeurs patrimoniales collective favorise l'émergence de règles du jeu, de responsabilités mais aussi de partage des avantages, garant de la durabilité des actions. L'approche « Revenus pour la Nature » mise en œuvre à Andapa et adaptée dans la DIANA démontre que des filières agricoles peuvent contribuer durablement aux efforts de conservation des communautés de base de collectivités riveraines des aires protégées. La contribution des revenus générés par la chaîne de valeurs banane pitiky promue par l'ONG HELVETAS par exemple a permis de financer cinq jours de patrouilles supplémentaires par mois dans les forêts et mangroves des territoires de production de la banane pitiky. Une partie des recettes générées par la pêche durable promue par la société SAHANALA contribueront aux efforts de conservation des pêcheurs érigés en association et de l'ONG Conservation International. De même, le bénéfice tiré de la filière riz parfumé Madame Rose, autre produit emblématique de la région, bénéficiera entre autres aux COBA des aires protégées dominant le bassin versant d'Anivorano et qui alimentent les rizières en eau. De même, le bénéfice tiré de la filière riz parfumé Madame Rose, autre produit emblématique de la région, bénéficiera entre autres aux COBA des aires protégées dominant le bassin versant d'Anivorano et qui alimentent les rizières en eau.



L'approche du projet KOBABY de promouvoir la cogestion à travers la reconnaissance et la valorisation des efforts, pour mieux motiver les communautés mais aussi les collectivités en est à ses débuts et mérite d'être intensifiée ou mise à l'échelle. Elle présente le double avantage de réveiller les consciences mais aussi de mettre en place des mécanismes pérennes et équitables en termes de partage des avantages dans la gestion des ressources naturelles, de la biodiversité.

Quels partenaires techniques et financiers sont prêts à investir dans le réveil d'une prise de conscience collective, dans l'apprentissage d'une cogestion des ressources naturelles et de la biodiversité (incluant les services écosystémiques) et enfin dans la recherche d'équité dans le partage des avantages pour pouvoir s'inscrire dans la durée ?

Projet KOBABY

+261 32 03 277 04

orakotondrasoa@kobaby.mg

www.kobaby.mg

Échos Environnementaux :

LES ACTIONS DE LA DREDD DIANA AU PREMIER TRIMESTRE 2024

Reboisement :

La DREDD DIANA dépasse largement son objectif initial de reboisement fixé à 5 590,68 hectares. Un total de 5 712,33 hectares a été reboisé, comprenant 3 373,69 hectares de reboisement terrestre et 2 338,64 hectares de mangrove. Cette initiative remarquable a été réalisée grâce à la mise en terre impressionnante de 26 733 120 plants, avec la participation active et variée de plusieurs acteurs, comme en témoigne la figure ci-dessous.

PSE (Paiement du Service Écosystémique) :

Le bassin versant Irodo a été identifié comme une zone prioritaire pour la restauration du paysage forestier. Dans cette optique, des enquêtes socio-économiques et des études hydrologiques ont été conduites pour évaluer la mise en œuvre potentielle du mécanisme de Paiement du Service Écosystémique (PSE). Cette démarche a bénéficié du soutien stratégique du projet F4F, de la Direction du Mécanisme de Financement Durable du MEDD, et du bureau d'études MIARAMITA, couvrant huit communes de ce bassin versant.

Évaluation Environnementale :

Dans le cadre de l'élaboration du Plan d'Investissement Public (PIP), la DREDD DIANA a obtenu des financements pour la construction d'un centre de tri et de valorisation des déchets. Malgré les défis administratifs et financiers rencontrés précédemment, le projet a été relancé avec succès cette année. Une consultation publique, menée de manière collaborative avec l'Office National pour l'Environnement, a obtenu un soutien massif de la population locale.



Gestion des Plaintes Environnementales :

La DREDD a été sollicitée suite à une plainte concernant la pollution émanant de la société ENELEC Diégo. Après une inspection sur site et la proposition de solutions pour prévenir les débordements d'hydrocarbures lors de fortes pluies au lieu de dépôtage, la société a réagi en activant une pompe pour transférer les hydrocarbures vers un bassin de décantation, évitant ainsi de nouveaux incidents. Cette période est marquée par des progrès significatifs dans divers domaines environnementaux, soulignant l'engagement continu de la DREDD DIANA en faveur de la préservation de l'écosystème.



RESTAURATION FORESTIERE DES DERNIERES FORÊTS DES HAUTS PLATEAUX



Réserve Spéciale d'Ambohitantely

La Réserve Spéciale d'Ambohitantely est représentative de la couverture forestière des hautes terres centrales de Madagascar. Avec une superficie de 5600 Ha, la Réserve est constituée d'une forêt dense humide. Elle est délimitée dans la région Analamanga, District d'Ankazobe.

Madagascar National Parks œuvre dans la conservation du patrimoine naturel du pays. La Réserve Spéciale d'Ambohitantely fournit des biens et services écologiques et économiques pour le bien-être de la population environnante. Dans l'optique de préservation et de durabilité, l'association mène des actions de restauration constituant un moyen de relier la conservation de la biodiversité et les besoins de la population à travers l'implication de toutes les parties prenantes après leur mobilisation et leurs engagements.

Relatifs à la restauration passive réalisée au niveau de la Réserve, des dispositifs techniques sont mis en place, notamment les Plots Permanents de Suivi Régénération pour la description de la composition floristique, la structure et la dynamique (croissance, recrutement et mortalité) de la forêt. Des infrastructures de gestion comme les pare-feu longs de 75 km et les cinq (5) points de contrôle des feux sont établis pour se prévenir de cette pression pour ne pas entraver le processus naturel de régénération. La cogestion de type collaboratif avec les structures communautaires de base, issues des Fokontany et les Comités Locaux du Parc (CLP) se traduit par les missions de surveillance planifiées tout au long de l'année. Ces activités sont scellées par des réunions, des sensibilisations et des missions de soutien. La participation des communautés représente ainsi une opportunité pour assurer le rôle des agents pour une meilleure couverture des secteurs.

Trois (3) partenaires sont en étroite collaboration avec la Réserve Spéciale d'Ambohitantely dans le cadre de la restauration active à



savoir l'Association VAHATRA, Graine de Vie et Eden Reforestation Project. Les zones dégradées sont repeuplées par des espèces autochtones, notamment *Eugenia sp.*, *Dyopsis decipiens*, *Prothorus*, *Dodonea madagascariensis*, *Harungana madagascariensis*, *Phyllarthron madagascariensis*, *Canarium madagascariensis*... Pour l'année 2022, l'association VAHATRA a planté 10 000 jeunes plants sur une superficie de 8 Ha. L'association Graine de vie a restauré près de 45 Ha de zones dégradées avec 60 000 jeunes plants. Dans la continuité de ces actions de restauration déjà accomplies, les associations VAHATRA et Graine de Vie ont produit respectivement 60 000 et 109 500 jeunes plants en pépinière cette année. Quant à l'Eden Reforestation Project, elle a récemment aménagé sa pépinière pour une production de 150 000 jeunes plants. Ces jeunes plants sont destinés pour la campagne de restauration de l'année 2023.

Les objectifs attendus sous restauration sur quatre (4) ans à partir de l'année 2022 est de restaurer près de 4 314 ha des zones dégradées à l'intérieur et aux abords de l'Aire Protégée avec des espèces autochtones et endémiques locales. Pour l'année 2023, la Réserve Spéciale d'Ambohitantely prévoit de restaurer près de 1 000 Ha des surfaces dégradées. Elle vise ainsi la restauration écologique pour l'intégrité fonctionnelle et écologique de ces zones. La coopération du gestionnaire avec ces partenaires va permettre à court et moyen terme de créer des emplois (pépiniéristes, mains-d'œuvre) auprès des habitants de 10 villages à savoir Ambatoharanana, Amboniakondro, Antsahamivetraka, Antanambao, Andranomavo, Mahabe, Maharidaza, Ambarifafy, Mahatsinjo, Ambodinamontana et sur le long terme d'établir des aires de reboisement individuelles par ménage pour mieux conscientiser la communauté locale de leur rôle et de leur responsabilité dans la préservation des ressources naturelles.

Pour une conservation durable de la diversité biologique, il est indispensable d'effectuer des efforts de toutes les parties prenantes pour maintenir les fonctions de l'habitat.

PROJET « GESTION DURABLE DES AIRES DE CONSERVATION ET AMELIORATION DES MOYENS DE SUBSISTANCES POUR LUTTER CONTRE LE TRAFIC D'ESPECES SAUVAGES » (PROJET PA-CIWT)

LANCEMENT DU PROJET PA-CIWT

L'Atelier de lancement du Projet « Gestion durable des aires de conservation et amélioration des moyens de subsistances pour lutter contre le trafic d'espèces sauvages à Madagascar » a été déroulé le 21 novembre 2023 à l'Hôtel Ibis Antananarivo (Lancement national) et le 13 décembre 2023 à l'Ankoba Beach Hôtel Fort-Dauphin (Lancement régional).



Atelier de lancement national du Projet à Antananarivo



Atelier de lancement régional du Projet à Fort-Dauphin

Le Projet PA-CIWT ou « *Sustainable Management of Conservation Areas and Improved Livelihoods to Combat Wildlife Trafficking in Madagascar* » est un Projet du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) financé par le GEF/ONU-Environnement. Il est mis en œuvre par des partenaires techniques (ONGs et Organismes internationaux) et les services techniques concernées (Ministères) au niveau national sous la coordination de l'UGP pour une durée de cinq ans.

Le Projet a objectif de « *promouvoir la conservation de la biodiversité à Madagascar grâce à une gestion renforcée des nouvelles aires protégées (catégorie V), avec l'engagement actif des communautés locales, et l'application de la loi pour réduire le taux de braconnage et trafic d'espèces sauvages* ».

Etant qu'un projet de conservation et du développement, le Projet PA-CIWT Madagascar a pour vision de renforcer les capacités de gestion stratégique et opérationnelle du secteur de l'environnement et la prise en compte des principaux paramètres du développement durable dans les politiques sectorielles. Afin que les populations vulnérables, dans les zones d'intervention, accèdent aux opportunités de revenus et d'emploi, améliorent leur résilience et

contribuent à une croissance inclusive et équitable pour un développement durable où les femmes jouent des rôles économiques et décisionnels importants.



Equipe de l'Unité de Gestion du Projet PA-CIWT Madagascar



Réunion des membres du Comité Technique à Fort-Dauphin

Pour atteindre cette vision, le Projet CIWT a pour mission globale de lutter contre le trafic d'espèces sauvages à Madagascar.

Ci-après les composantes du projet ainsi que les résultats attendus :

Composante 1 : Cadres politiques, institutionnels et réglementaires pour lutter contre la criminalité liée aux espèces sauvages et le braconnage et gérer les zones de protection naturelles.

Résultat 1 : ► Les stratégies nationales pour la gestion des zones de protection naturelles et la criminalité liée aux espèces sauvages sont révisées, adoptées et mises en œuvre avec la capacité de mettre en œuvre.

Composante 2 : Efficacité de la gestion de certains NAP (Catégorie V de l'UICN) et sites prioritaires pour la conservation de la biodiversité.

Résultat 2 : ► Les capacités de gestion des sites prioritaires sont améliorées et l'atténuation des CIES est renforcée dans les NAP officiellement établies.

Composante 3 : Engagement communautaire dans la gestion efficace du NAP et la réduction de la pauvreté.

Résultat 3 : ► Des avantages tangibles pour les communautés locales grâce au développement d'activités génératrices de revenus basées sur la nature et de partenariats de coentreprises.

Composante 4 : Gestion des connaissances, autonomisation des femmes, suivi et évaluation

Résultat 4 : ► L'amélioration du partage des informations entre les parties prenantes et les partenaires permet de sensibiliser et de renforcer l'appropriation des ressources pour atténuer le trafic fluvial et le braconnage

ESPÈCES CIBLES PRIORITAIRES



Astrochelys radiata



Lemur catta



Pyxis arachnoïdes

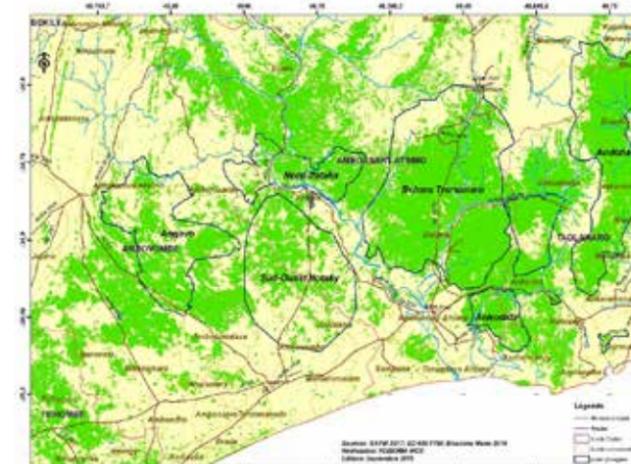


Propithecus verreauxi

ZONES D'INTERVENTION

Le Projet est mis en œuvre au niveau:

- ◆ International et National
- ◆ Régional : Nouvelles Aires Protégées (NAP) Behara-Tranomaro (Région Anosy); Sud-Ouest Ifotaky (Région Anosy et Androy); Angavo (Région Androy).



Carte de localisation des 03 Aires Protégées

PARTENAIRES DU PROJET ET LEURS RÔLES

Les partenaires d'exécution du projet sont les Directions Régionales de l'Environnement et du Développement Durable, les Ministères concernés (secteurs), les Gestionnaires d'Aires Protégées ainsi que les ONGs et Organismes internationaux prioritaires dans le cadre de ce projet. Ils sont choisis de par leurs rôles et implications directes dans les actions du Projet.

Les DREDD sont en charge de la fourniture de services indispensables dans la réalisation des objectifs du Projet, notamment la mise en œuvre des activités régaliennes pour la gestion durable des NAP.

Les partenaires techniques sont des institutions ayant des bases dans les sites d'intervention du Projet et des entités spécialisées dans certaines activités/domaines particulières prévues par le Projet.

Pour la bonne marche du projet, les partenaires de mise en œuvre ont pour obligations de :

- Préparer les Plans de Travail et Budgets Annuels pour approbation par l'UGP ;
- Mettre en œuvre les activités stipulées dans la Lettre d'accord standard signée avec l'UGP ;
- Appuyer l'intégration effective des Communautés locales dans la mise en œuvre des activités du projet.

PARTICIPATION A LA CONFERENCE ANNUELLE DE GLOBAL WILDLIFE PROGRAM (GWP) A BANGKOK, THAILANDE

Le Global Wildlife Program (GWP) est l'un des plus grands partenariats mondiaux créés pour lutter contre la criminalité liée aux espèces sauvages et promouvoir les économies basées sur ces espèces.

Les projets nationaux du GWP dans 38 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi qu'un projet de coordination mondiale, créent un programme de collaboration qui facilite l'action sur le terrain, les connexions entre les secteurs et les frontières, et le partage des expériences, des leçons et des meilleures pratiques. Le GWP organise chaque année une conférence annuelle afin de renforcer la coordination et l'échange de connaissances au sein du programme.

Madagascar, par le biais du Projet PA-CIWT/GEF-7 « *Gestion durable des aires de conservation et amélioration des moyens de subsistances pour lutter contre le trafic d'espèces sauvages à Madagascar* » a été invité à participer à la conférence annuelle du 25 novembre au 02 décembre 2023.



PROJET BIOPAMA, mis en œuvre par THE WILDFOWL & WETLANDS TRUST

Ce projet a été financé par l'Union Européenne et l'Organisation des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique à travers le Programme BIOPAMA pour améliorer la biodiversité, les moyens de subsistance et la résilience au changement climatique grâce à une meilleure gestion des zones humides protégées à Madagascar.

Depuis août 2020, WWT et trois ONG partenaires travaillent avec diverses Ministères et les communautés locales du lac Sofia pour entreprendre un ambitieux projet de conservation visant à améliorer la biodiversité, les moyens de subsistance et la résilience au changement climatique dans les zones humides de Madagascar.

Plus précisément, le projet a deux objectifs

1. renforcer la capacité des associations communautaires à mettre en œuvre un plan de gestion communautaire convenu sur le site Ramsar du lac Sofia et le bassin versant environnant, en s'attaquant aux diverses pressions et menaces dont la surexploitation des ressources naturelles, le défrichement d'habitats clés et la pollution due à une agriculture non durable.
2. renforcer les capacités des gestionnaires des Sites Ramsar dans le pays.

Le projet s'est terminé en mars 2024 et nous aimerions profiter de cette occasion pour partager certains des résultats et des leçons des quatre dernières années, et pour donner une indication sur la manière dont nous prévoyons de tirer parti des résultats de ce projet à l'avenir. Mais d'abord, nous aimerions commencer par répondre à la question « Pourquoi le projet était-il réellement nécessaire » ?

Les zones humides sont vitales pour la nature et l'humanité !

Madagascar est bien sûr une priorité mondiale en matière de conservation en raison de ses niveaux élevés d'endémisme des espèces, mais aussi de l'ampleur des menaces qui pèsent sur sa biodiversité. L'extrême pauvreté, exacerbée par la croissance démographique rapide et le changement climatique, accélère la dégradation de l'environnement. Mais alors que les forêts et les écosystèmes marins de Madagascar ont naturellement reçu beaucoup d'attention en raison de leur importance pour la conservation mondiale et de leur caractère irremplaçable, les zones humides – lacs, rivières, marais, mangroves et récifs coralliens – restent sous-évaluées et sous-représentées en termes de visibilité publique, de financement et l'action.

La situation des zones humides n'est cependant pas moins urgente que celle des autres types d'habitats. Depuis 1960, on estime que plus de 60 % des zones humides de Madagascar ont disparu. Ceux qui restent sont soumis à toute une série de menaces omniprésentes, notamment la sédimentation, la pollution et la surexploitation. Ce projet cherchait à redresser ce déséquilibre en abordant les priorités aux niveaux national et local, et en reliant ces deux éléments.

Lac Sofia – Un joyau dans les Collines

Le bassin versant du lac Sofia, au Nord-Ouest de Madagascar, en est un excellent exemple. À partir de 2009, WWT, DWCT, The Peregrine Fund et le gouvernement malgache l'ont sélectionné comme site de lâcher potentiel pour une population nouvellement établie du fuligule de Madagascar, élevés en captivité mais génétiquement sauvages – le canard le plus rare au monde et considéré comme en danger critique d'extinction à l'échelle mondiale.

Le lac abrite une richesse de biodiversité menacée et fait vivre environ 10,000 communautés locales, qui dépendent fortement des ressources naturelles et des services écosystémiques fournis par le lac. Cependant, des décennies de pratiques agricoles non durables dans l'ensemble du bassin versant, les pratiques de feux pour le pâturage du bétail et la surexploitation des ressources naturelles ont gravement

dégradé le lac, éliminant la végétation naturelle et entraînant une sédimentation importante. Les sédiments ont rendu les eaux du lac assez opaques à la lumière du soleil, rendant presque impossible l'établissement de la végétation benthique et l'installation d'autres catégories de végétation aquatique et ébranler ainsi la base du réseau trophique.

Ces défis sont aggravés par la vulnérabilité du site aux événements météorologiques extrêmes, dont la fréquence et la gravité devraient augmenter au cours des années à venir.

Réalisations jusqu'à présent

Le projet BIOPAMA au lac Sofia avait pour objectif de commencer à relever certains de ces défis, sur la base du principe fondamental de la gestion locale. Ainsi, trois VOI ont été formés pour superviser la gestion du lac ; les communautés ont été formées au reboisement et à la lutte contre les incendies ; le projet a financé des recherches et des études pilotes sur la restauration de l'habitat – le tout soutenu par une surveillance régulière et un programme de sensibilisation dans les écoles visant à construire une solide philosophie de gestion de l'environnement affectant la prochaine génération. Les plans triennaux initiaux des trois VOI ont été révisés et ont obtenu une prolongation de dix ans dans le cadre du projet, garantissant ainsi un mandat légal pour la gestion du lac.

Parmi les principales réalisations figurent :

- L'élaboration et la validation d'un « Plan de développement local inclusif et intégré » pour la Commune Rurale de Marotolana, qui est une version allégée du Plan de développement communal, convenu avec diverses parties prenantes en 2022. Ce plan retrace les objectifs de l'ensemble de la communauté en termes de développement local et tient compte des nécessités de préservation de l'environnement naturel.
- Les recherches sur la restauration des lacs menées au début du projet par notre doctorante de l'époque ont été achevées et soumises en 2023, et la candidate a ensuite obtenu son doctorat. Les principales conclusions ont été publiées dans une revue à comité de lecture (Rasoamihango et al 2023).
- Suite à des consultations locales avec plus de 40 représentants de VOI et du gouvernement en octobre 2023, nous avons pu discuter et valider le Plan d'Aménagement et du Gestion du site Ramsar lac Sofia. Ce plan précise les ambitions et les actions à poursuivre en termes de gestion ; de reboisement et de restauration des marais à papyrus que nous avons lancés l'année dernière. Il sera soumis auprès du Secrétariat de la Convention pour alimenter la base de donnée des sites Ramsar.
- La gestion du site Ramsar du lac Sofia a été achevée, intégrant les plans VOI mis à jour et les résultats d'une évaluation participative de la vulnérabilité climatique, qui a été préparée pour alimenter le plan de gestion.
- Bien que nos plans de reboisement aient souffert de la saison sèche très extrême de 2021/22 – qui a entraîné une disponibilité réduite de graines sauvages, une perte de plants et une faible capacité de survie des jeunes arbres une fois plantés – nous avons néanmoins pu identifier plus de 111 ha de terres à restaurer, et deux pépinières ont produit près de 100,000 jeunes plants qui ont ensuite été mis en terre sur des collines dénudées du bassin du lac.

De plus, des individus de fuligule de Madagascar introduits dans le lac à partir de la population captive établie à Antsohihy ont maintenant été aperçus dans le lac Alaotra, à plus de 300 km au sud du lac. Bien qu'il ne s'agisse pas spécifiquement d'un impact du projet Biopama, le fuligule est la principale raison pour laquelle le lac a été désigné site Ramsar et la principale raison pour laquelle WWT et les autres partenaires du projet y travaillent. L'importance de sa dispersion vers le lac Alaotra n'est pas encore claire, mais cela montre que la population du lac Sofia pourrait désormais être suffisamment importante et en bonne santé pour jouer un rôle dans l'établissement d'une population saine du « canard le plus rare du monde » à Madagascar.

Dans l'ensemble, nous sommes très satisfaits de nos réalisations communes et avons été heureux de voir cela reflété par un spécialiste indépendant en évaluation du projet en 2023 qui s'est révélé incroyablement positif en ce qui concerne l'impact et la durabilité du projet. L'auteur a souligné que « [L]es principales lignes d'action du projet BIOPAMA ont été réalisées », et que « la mise en œuvre réussie de : (i) les différentes actions de sensibilisation et d'éducation à l'environnement au niveau des écoles, (ii) la capacité la construction des VOI et des habitants du Lac Sofia BV, et (iii) la mise en œuvre du plan de gestion réalisé par les partenaires... ont été vraiment remarquables ». Dans l'ensemble, l'évaluation a révélé que le projet avait déjà réalisé plus que prévu initialement par rapport à quatre des six résultats du projet, avec un taux d'achèvement global de 110 %.



PARTENAIRES



« PAYSAGES DURABLES DANS L'EST DE MADAGASCAR » :

LES RÉSULTATS DES EFFORTS DE PLUS EN PLUS PALPABLES

Le changement climatique détermine l'avenir économique, social et même politique de ce monde.

Si la dégradation de la nature est pointée du doigt comme la principale cause de ce fléau mondial, Conservation International prône la Nature comme une des solutions. Madagascar est classée parmi les pays les plus vulnérables au changement climatique. A travers le Projet "Paysages durables dans l'Est de Madagascar" financé par Green Climate Fund, l'organisme fait front à ce problème contemporain dans deux domaines complémentaires : la mitigation focalisée sur le maintien de la biodiversité et la reforestation, et l'adaptation qui consiste à renforcer la capacité des communautés à affronter les impacts du changement climatique.

Ce Projet est mis en œuvre depuis 2018 dans et autour des Corridors Forestiers Ambositra-Vondrozo (COFAV) et Ankeniheny-Zahamena (CAZ), sur une superficie de 683.452 ha.

Sous tutelle du ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), Conservation International Madagascar est l'Entité Exécutive de ce Projet. Le Bureau National des Changements Climatiques, du Carbone et de la Réduction des Emissions dues à la Déforestation et Dégradation des Forêts

(BNCCREDD+) du MEDD, met en œuvre conjointement avec Conservation International Madagascar ce Projet, avec et aux bénéfices des ménages vulnérables regroupés dans des structures locales (Associations, communautés locales de base).

On peut résumer que l'année 2022 a été fructueuse malgré les différentes contraintes dans les deux domaines d'intervention du Projet, soit la mitigation et l'adaptation.

MITIGATION

Taux de carbone émis dans l'atmosphère réduit de plus de 6 millions de tonnes de tCO2

Si le Projet s'est fixé l'objectif de réduire de 5 millions de tonne de carbone équivalent (teqCO₂) les gaz à effet de serre dans l'atmosphère en fin de Projet, le calcul effectué par Trends Earth a montré que ce chiffre est dépassé en 2022 car il est de 6.283.531 teqCO₂. Pour la première fois, depuis ces dernières décennies, on a enregistré des taux de déforestation les plus bas dans ces corridors. Ce taux est de 0,8% dans la zone CAZ en 2021 alors qu'il était de 2,78% en 2020. Dans COFAV, il était respectivement de 0,5% et 1,12% sur ces deux années.

Grâce à la préservation...

Ces résultats sont tout d'abord dus à la préservation des paysages forestiers. Le Projet a réussi à patrouiller 259.895 ha sur l'objectif annuel de 212.000 ha en 2022. Les patrouilleurs locaux ont effectué le suivi écologique participatif terrestre sur 228.975 ha de forêts, tandis que les drones ont pu réaliser des patrouilles aériennes sur 30.920 ha. Des brigades mixtes constitués par des autorités locales, des communautés locales de base ou VOI et dirigés par les Directions Régionales de l'Environnement et du Développement Durable (DREDD) ont effectué 25 contrôles forestiers. Ces contrôles des brigades mixtes ont été accompagnés de séances de sensibilisation et de formation de masse sur les questions de conservation et d'application de la loi. Des représentants de diverses institutions publiques sous-régionales (tribunal, gendarmerie, directions de l'agriculture et des mines) ont mené aussi des contrôles forestiers face aux activités illégales importantes dans les forêts. Environ 27,5 ha de défrichement et d'exploitation forestière illégale ont été enregistrés, et les occupants ont été expulsés des sites d'exploitation minière illégale.

... et à la restauration

La restauration forestière est une activité très importante pour le Projet. Face à la dégradation des forêts, il est du devoir des bénéficiaires du Projet de les restaurer afin qu'elles puissent assurer leurs fonctions écosystémiques, en l'occurrence équilibrer le climat. Sur un objectif annuel de 210.000 plants forestiers (90 000 dans le CAZ et 120 000 dans le COFAV) et 200 000 plants agroforestiers, 534.652 ont été produits dans les pépinières locales durant l'année 2022. Les bénéficiaires ont restauré plus de 2.854 ha de forêts dégradées et 2,620 ha d'agroforesterie. On constate que les membres des structures inclus dans le Projet, ainsi que la population locale hors des structures bénéficiaires sont de plus en plus dynamiques, reconnaissant l'importance des rôles des forêts.

ADAPTATION

Les pratiques culturelles adaptées au changement climatique en promotion

Le Projet "Paysages durables dans l'Est de Madagascar" ambitionne d'améliorer la résilience de 23.800 ménages de paysans vulnérables, répartis dans 72 communes riveraines des deux aires protégées (CAZ et COFAV), en appliquant des techniques de culture adaptées au changement climatique. Accroître la productivité et la capacité de production pour promouvoir la sécurité alimentaire de ces ménages et améliorer durablement leurs sources de revenus, tout en préservant le capital naturel, sont des objectifs principaux de ce Projet.

Avec le concours actif des Directions Régionales de l'Agriculture et de l'Elevage (DRAE), 526 paysans formateurs, étant eux-mêmes des bénéficiaires, ont reçu directement des formations sur la pratique de la production agricole durable de ce Projet. Ils expérimentent et appliquent ces formations dans 528 sites vitrines et partagent, par la suite, leurs connaissances aux autres membres des structures mais aussi à ceux intéressés. Ils assurent l'encadrement de proximité des ménages cibles. 17.886 ménages ont reçu une formation l'année dernière, un nombre qui dépasse l'objectif annuel de 11 669 ménages. Des subventions en nature (semences, jeunes plants, petits matériels agricoles) ont été octroyés à 14.412 ménages (dont 39% représentés par des femmes chefs de famille) à travers 174 microprojets communautaires.

Ouverture à des marchés plus large

La notion d'Agribusiness s'est imposée dans le Projet. Même si certains ménages bénéficiaires se concentrent encore sur l'autoconsommation et le stockage des semences pour la prochaine saison agricole, on se tourne de plus en plus à la création de comités de vente. Dans ce cadre, 105 comités ont été formés et sont opérationnels depuis 2022. Deux coopératives sont fonctionnelles et les démarches pour l'agro-industrie ont été entamées et seront renforcées en 2023. Dans la filière vanille, le partenariat avec Ramanandraibe Export continue et touche 10 communautés locales de base à Tolongoïna, commune riveraine de COFAV. La recherche d'acheteurs d'autres produits locaux continue.

Des héros reconnus

En décembre 2022, Conservation International a accordé des primes de reconnaissance à 36 « héros » dont 18 de chaque corridor. Ce sont des patrouilleurs forestiers, des paysans formateurs, des pépiniéristes, et des ménages méritants. C'est la première vague de « héros » récompensée par le Projet. En effet, c'est grâce aux efforts déployés par les bénéficiaires du Projet que les Paysages à l'Est de Madagascar peuvent devenir durables et que la résilience des paysans face au changement climatique peut être obtenue.

"Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles de l'auteur ou des auteurs et GCF ne peut être tenu responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qu'il contient ».

Les pratiques culturelles adaptées au changement climatique en promotion

Les récoltes de l'année 2022 ont été très bonnes et ont permis de bien récompenser les efforts déployés par les paysans. En voici quelques exemples illustratifs de leurs succès par la pratique de l'agriculture de conservation.



© photo by Thierry Ramandrasana

- **Mme Rasoanarivo** est membre de l'Association des femmes IMAINTSOANALA à Ambohitombo I, district d'Ambositra, Région Amoron'i Mania. Elle est aussi une paysanne formatrice. Des 30 Kg de semences de pomme de terre qu'elle a bénéficiées du projet, et qu'elle a cultivées sur sa parcelle de culture de 3 ares, elle a pu récolter 800 kg. Ceci en suivant les différents itinéraires techniques d'agriculture de conservation. Le rendement espéré était de 260 kg de pommes de terre / are.



© photo by Germond Faridoo

- **Mr Mara** est un père de famille habitant à Anosivelo, Commune Ivongo, District Ivohibe, Région Ihorombe. Il est membre du VOI MAHAVELO et est pépiniériste de ce VOI et du VOI SAKARAKOA MANDROSO. Il y a 4 ans, il a introduit dans sa pépinière le papayer et l'a vulgarisé dans son village. En appliquant les techniques reçues lors des formations sur cet arbre fruitier, il a réussi à avoir de bonnes récoltes convaincant les autres membres ainsi que les paysans d'Ivongo à le cultiver. Les papayes d'Anosivelo sont très appréciées au marché d'Ivongo. Ce fruit est devenu un complément alimentaire durant les périodes de soudure. A part les dizaines de milliers de jeunes plants issus de sa pépinière depuis son installation en 2019, actuellement la pépinière dispose de 12 plates-bandes de jeunes plants de caféiers soit environ 13 200 pieds, 02 plates-bandes de papayer soit environ 2 300 pieds et 01 plante bande d'acacia soit environ 1 000 pieds. Plusieurs paysans, bénéficiaires ou non du Projet, appliquent les méthodes de production initiées par Mara sur leurs cultures. Quant à Mara, il a pu scolariser ses 02 enfants depuis que ce dernier est devenu pépiniériste.



© photo by Mahanga Rakotoniraheno

- **Mr Mama Alexis** du VOI ALA AVOTRA, commune Ambodilazana (Région Atsinanana) s'auto forme sur son site vitrine. Des recherches qu'il a faites, il a conclu que les vanilliers poussent mieux avec comme tuteur les "ranomitina".



© photo by Zaka Anantambon

- Dans la région Atsinanana, la culture sur brulis est encore une pratique courante. **Mme VEROHANITRA ZOE RINAH**, mère de famille célibataire et membre active de l'association féminine MIARA-MIRINDRA à Ambalarondra (district de Brickaville), est définitivement déterminée à abandonner cette pratique, après avoir pris connaissance des méfaits de cette pratique. A la suite des formations qu'elle a reçues du Projet « Paysages durables dans l'Est de Madagascar », elle adopte les techniques adaptées au changement climatique. Elle pratique l'agroforesterie. Elle a associé des caféiers, du riz, des arbres fruitiers (fruit à pains, bananiers, ...). Elle a planté du Gliricidia pour servir de tuteurs de vanilliers. Les jeunes plants sont bien vigoureux. Des 8 Kg de semences de riz qu'elle a semées en novembre, elle espère en récolter 200 Kg de paddy.

PLAN STRATÉGIQUE TANY MEVA 5 2023-2027



POUR UNE MEILLEURE GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES A MADAGASCAR

La Fondation Tany Meva, créée en 1996 et reconnue d'utilité publique, est l'une des premières fondations environnementales malgaches qui oeuvre à promouvoir, en lien étroit avec les communautés locales, une gestion durable des ressources naturelles.

La Fondation Tany Meva dispose d'un capital initial de près de 10 millions de dollars, qui garantit le financement pérenne de ses activités. 1789 projets ont ainsi été financés depuis sa création, grâce à ses fonds propres et à des fonds externes confiés par ses partenaires bailleurs.

La Fondation entre actuellement dans la mise en oeuvre de Tany Meva 5, son cinquième Plan Stratégique pour la période 2023-2027.



TANY MEVA EN CHIFFRES 1996-2022

Près de
USD 10 millions
de fonds de dotation

1789 projets
subventionnés à date

Plus de **400 000**
ménages bénéficiaires et engagés

4 pays d'intervention
Madagascar, Maurice, Seychelles, Comores

USD 8,5 millions
de cumul de subventions allouées

22 régions de Madagascar
touchées par les interventions

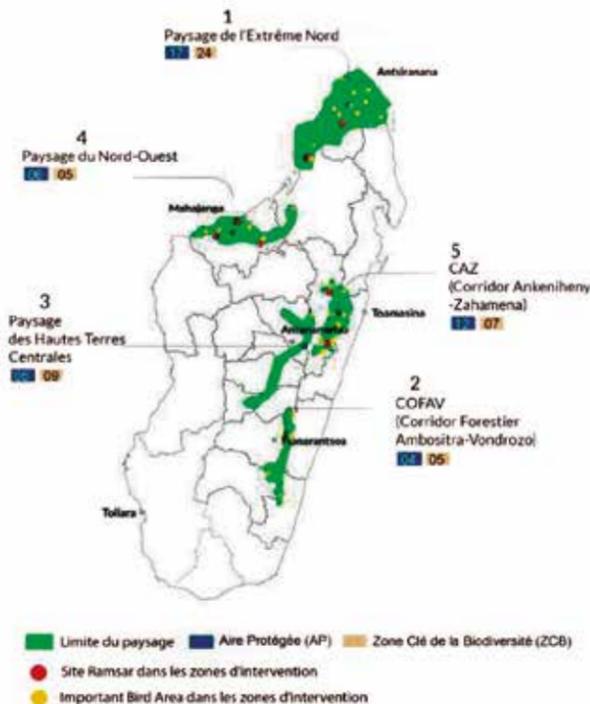
Plan Stratégique 4 (2017 - 2022)

130
projets financés

USD 2 431 353
octroyés sur la période du Plan Stratégique

presque
30 000
ménages bénéficiaires directs

5 PAYSAGES D'INTERVENTION PRIORITAIRES



VISION

La Fondation Tany Meva, une institution de référence en financement durable de projets de gestion des ressources naturelles avec l'engagement actif des communautés locales.

MISSION

La Fondation Tany Meva mobilise, gère des fonds, finance des projets à impact positif sur la gestion durable des ressources naturelles, avec l'engagement actif des communautés locales.

VALEURS

Indépendance, Redevabilité, Intégrité, Respect

OBJECTIF

Les communautés vivant dans cinq paysages clés de Madagascar s'impliquent effectivement dans la gestion durable des ressources naturelles grâce à un financement croissant de la Fondation Tany Meva.

APPROCHE

La Fondation Tany Meva collabore avec les Partenaires d'Appui qui servent de relais entre la Fondation et les communautés de base afin de concrétiser sa vision de gérer durablement les ressources naturelles avec l'engagement actif des communautés locales.

OBJECTIFS CHIFFRÉS DE TANY MEVA 5

USD 25 millions

de fonds de dotation

USD 1,2 millions

de capacité annuelle de financement à la fin du PS5

1 million ha

de superficie conservée

20 %

d'augmentation des revenus moyens des ménages appuyés par le financement de la Fondation

3 THÉMATIQUES D'INTERVENTION PRIORITAIRES

01

Conservation des ressources naturelles et amélioration de la résilience socio-économique des communautés

02

Restauration écologique des écosystèmes et habitats

03

Valorisation durable des ressources naturelles au bénéfice des communautés



Lot I A | 1bis Ambatobe en face du Lycée Français
BP 4300 - Antananarivo 103 - Madagascar
Tél: (+261) 20 403 99
E-mail: communication@tanymeva.org

Madagascar National Parks



« Les visiteurs contribuent
à leur conservation »



For Life

